

Publications statistiques – sélection 2022-2023

4.1 Publications multi-thèmes	79
4.2 Démographie (recensement de la population & état civil).....	84
4.3 Emploi, chômage, revenus d'activité.....	90
4.4 Niveau de vie, pauvreté, inégalités, conditions de vie.....	98
4.5 Santé et Solidarités.....	102
4.6 Enseignement, éducation (dont illettrisme), enseignement supérieur.....	107
4.7 Culture, sport, vie associative.....	112
4.8 Logement.....	114
4.9 Justice et sécurité intérieure.....	116
4.10 Équipements et services dans les territoires.....	120
4.11 Prix à la consommation.....	120
4.12 Activité productrice et démographie des entreprises.....	125
4.13 Recherche et développement.....	129
4.14 Tourisme.....	129
4.15 Énergie.....	132
4.16 Environnement – développement durable.....	134
4.17 Transports.....	135
4.18 Agriculture.....	137
4.19 Finances publiques locales.....	142
4.20 Commerce extérieur.....	143
4.21 Comptabilité économique régionale, économie générale.....	144

4 Publications statistiques – sélection 2022-2023

La liste des publications statistiques ci-après n'a pas vocation à être exhaustive.

Elle présente des publications de référence contenant des données sur au moins un DROM ou un COM, parmi les plus récentes mises en ligne principalement par le service statistique public. La sélection, nécessairement subjective, vise à donner un aperçu de la diversité des données et études existantes.

4.1 Publications multi-thèmes

Certaines publications abordent des thèmes différents dans une même édition. Afin d'éviter leur duplication dans les chapitres suivants et pour chaque géographie, elles sont listées ci-après.

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[L'essentiel sur... votre région](#)

L'essentiel sur... une région propose un panorama de celle-ci à travers cinq thèmes (démographie, niveau de vie médian et pauvreté, produit intérieur brut, niveau d'éducation et marché du travail) ; six questions-réponses propres aux problématiques du territoire ; des informations sur les sources, méthodes et des prolongements des sujets abordés.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee – Janvier-février 2023

[Tableau de bord de l'économie française - onglet Territoires](#)

Présente un aperçu rapide et actuel sur la situation économique, démographique et sociale de la France, avec des comparaisons européennes et des déclinaisons par région ou département.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee – Juillet 2023

[Bilans économiques 2022 des régions françaises](#)

Les bilans économiques régionaux présentent les principales données économiques par thématique : emploi, chômage, transports, tourisme, création d'entreprises, construction. Des thèmes propres à chaque région complètent ces panoramas.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion
Source : Insee Conjoncture – Juin 2023

[Eurostat regional yearbook — 2022 edition](#)

Chaque chapitre présente des données statistiques au moyen de cartes, de graphiques et d'infographies, accompagnés d'une analyse descriptive mettant en évidence les

principales conclusions. Ces indicateurs régionaux sont présentés pour les 13 thèmes suivants : population, santé, éducation, marché du travail, conditions de vie, société numérique, économie, entreprises, recherche et le développement, tourisme, transport, environnement, agriculture.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Eurostat – Octobre 2022*

[Régions et villes illustrées](#)

Indicateurs régionaux pour les thèmes suivants : économie, population, santé, éducation, marché du travail, tourisme, économie et société numériques, agriculture, transports, sciences et technologie.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Eurostat – 2023*

[Dossier complet](#)

Évolution et structure de la population, population active, emploi et chômage, logement, diplômés – formation, tourisme, entreprises, salaires et revenus d'activité, etc. Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee, Chiffres détaillés – Juillet 2023*

[Statistiques locales](#)

De la région à la commune, des centaines d'indicateurs accessibles par thème. Possibilité de visualisation par carte ou tableau.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee, Statistiques locales - 2023*

[Portail web Open collectivités](#)

Ce portail permet d'améliorer la visibilité des informations publiques sur les collectivités locales à la fois pour les acteurs publics et pour les citoyens. Il propose des données et documents de la statistique publique facilement accessibles.

Territoires : *Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte*

Source : *SSM de la DGCL – 2023*

[Panorama statistique : cohésion sociale, travail, emploi](#)

Mémento annuel présentant des données départementales et régionales sur la démographie, la pauvreté, l'immigration et l'intégration, la précarité et l'exclusion, la cohésion sociale, le handicap et la dépendance, le logement et l'hébergement, l'enfance et la protection de l'enfance, etc.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Drees – 2023*

[Enquête Migrations, Famille et Vieillessement 2020-2021](#)

Conçue par l'Ined et réalisée en partenariat avec l'Insee en 2020-2021, l'enquête Migrations, Famille et Vieillessement vise à mesurer les mutations démographiques en cours dans les DROM et à en appréhender leurs conséquences socio-économiques. Sont ici rassemblées au fur et à mesure de leur disponibilité les publications de l'enquête à La Réunion, en Guadeloupe, Martinique et Guyane.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Insee - 2023*

[Observatoire territorial du sport et de la jeunesse](#)

Outil interactif permettant de réaliser des cartes et de visualiser les indicateurs statistiques sur des zones géographiques paramétrables.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*

Source : *Injep - 2023*

Guadeloupe

[Rapport économique annuel 2022](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de la Guadeloupe.

Source : *IEDOM - Juillet 2023*

Martinique

[Rapport économique annuel 2022](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de la Martinique.

Source : *IEDOM - Juillet 2023*

Guyane

[Rapport économique annuel 2022](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de la Guyane.

Source : *IEDOM - Juillet 2023*

La Réunion

[Emploi, revenus et logement dans les quartiers de La Réunion de 2008 à 2019 - La situation s'améliore davantage dans les quartiers éloignés des centres-villes](#)

Au cours de la décennie qui suit la crise économique et financière de 2008, la situation socio-économique de La Réunion progresse. Cette amélioration est la plus marquée

dans les quartiers où l'habitat est moins dense qu'ailleurs, en majorité à l'ouest et au sud de l'île. Le niveau de vie des habitants y augmente en effet fortement.

Source : Insee Analyses Réunion n°78 – Décembre 2022

[Économie bleue : des activités en hausse et à forte valeur ajoutée](#)

L'économie bleue se situe au cœur des stratégies maritimes de l'Union européenne, de la France et de la Commission de l'océan Indien. En 2018, à La Réunion, l'économie bleue emploie 10 000 personnes, soit 3,4 % de l'emploi total. Près de 7 emplois sur 10 relèvent du tourisme littoral, une part plus élevée que dans les régions littorales de métropole. Les emplois dans le transport maritime sont également plus fréquents sur l'île, du fait du Grand Port Maritime de La Réunion, premier port de l'Outre-mer. Avec une croissance moyenne de 4,5 % par an entre 2012 et 2018, l'emploi que génère l'économie bleue progresse trois fois plus vite que l'emploi régional.

Source : Insee Analyses Réunion n°75 – Octobre 2022

[Rapport économique annuel 2022](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de La Réunion.

Source : IEDOM – Juillet 2023

Mayotte

[Les femmes à Mayotte : une situation souvent précaire, mais des progrès en matière de formation et d'emploi](#)

À Mayotte, les mères isolées sont nombreuses, et plus de neuf sur dix d'entre elles vivent dans une grande précarité. Les jeunes femmes nées à Mayotte rattrapent leur retard en matière de scolarisation mais ce n'est pas le cas des jeunes femmes nées à l'étranger, encore peu diplômées.

Malgré des progrès notables, les femmes accèdent encore peu à l'emploi. La santé des femmes est fragile, avec un faible accès aux soins et très peu d'activité physique régulière. Les violences qu'elles subissent sont presque deux fois plus fréquentes que dans l'Hexagone, et les deux tiers des habitantes éprouvent un sentiment d'insécurité à leur domicile ou dans leur village.

Source : Insee Dossier Mayotte n°3 – Juillet 2022

[10 ans de départementalisation de Mayotte](#)

Les partenaires CEROM ont collaboré à une analyse des évolutions macroéconomiques de Mayotte après sa départementalisation en 2011. Cette étude est constituée de 4 publications complémentaires qui portent respectivement sur l'évolution macroéconomique de l'île, sur l'activité et le système bancaires, sur l'emploi et le chômage, ainsi que sur les collectivités locales sous l'angle des investissements, de la fiscalité et de l'emploi public.

Source : Cerom – Septembre 2022

[Rapport économique annuel 2022](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Mayotte.

Source : IEDOM – Juillet 2023

Saint-Martin

[Rapport annuel 2021](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Saint-Martin.

Source : IEDOM – Septembre 2022

Saint-Barthélemy

[Rapport annuel 2021](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Saint-Barthélemy.

Source : IEDOM – Septembre 2022

Saint-Pierre-et-Miquelon

[Rapport annuel 2022](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Source : IEDOM – Juillet 2023

Polynésie française

[Indicateur de confiance des ménages au Fenua au 1^{er} trimestre 2023](#)

Indice de confiance des ménages trimestriel.

Source : Cerom – Mai 2023

[L'économie bleue en Polynésie française](#)

En 2019, les secteurs d'activité de l'économie bleue de la Polynésie française représentaient 5,2 % du produit intérieur brut (PIB), soit une valeur ajoutée de 28,5 milliards de Francs CFP (hausse de 9 % par rapport en 2015). Il occupe 4,5 % de l'emploi salarié en équivalent temps plein, soit 12 % de plus en quatre ans.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1315 – Mai 2022

[Diagnostic territorial 2021](#)

Le président de la Polynésie française a confié à l'Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF) le pilotage de l'élaboration d'un diagnostic territorial en vue de pouvoir préparer le plan de convergence du Pays. Ce diagnostic doit permettre de faire un état des lieux et de situer le Pays par rapport à la France métropolitaine et ce, pour préparer une réflexion prospective des enjeux et des actions à programmer pour les prochaines années.

Source : ISPF, Points Référence - Mars 2022

[Rapport annuel économique 2022](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de la Polynésie française.

Source : IEOM – Juillet 2023

Nouvelle-Calédonie

[Rapport annuel économique 2022](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Nouvelle-Calédonie.

Source : IEOM – Juillet 2023

Wallis-et-Futuna

[Rapport annuel économique 2022](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Wallis-et-Futuna.

Source : IEOM – Juillet 2023

4.2 Démographie (recensement de la population & état civil)

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Il existe de nombreuses données disponibles sur le recensement de la population et l'état civil sur le site Insee.fr. Parmi celles-ci :

[Pyramide des âges interactive au 1^{er} janvier 2023](#)

Pyramides des âges par région. Population en début d'année, définitive jusqu'en 2020, provisoire de 2021 à 2023, projections de population à partir de 2024. Outil interactif.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Recensement de la population – 2023

[Populations légales 2020](#)

Dernier recensement de la population par région, département, arrondissement, canton et commune, collectivité d'outre-mer et liens pour accéder aux résultats de la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna*
Source : *Insee, Chiffres détaillés – Décembre 2022*

[Taux de natalité et âge moyen de la mère à la naissance en 2022, et nombre de naissances en 2021](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*
Source : *Insee, Chiffres-clés – Février 2023*

[Taux de mortalité en 2022 et nombre de décès en 2021](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*
Source : *Insee, Chiffres-clés – Février 2023*

[Nombre de décès quotidiens](#)

Données par région et département et au niveau national.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*
Source : *Insee, Chiffres détaillés – 2023*

[Naissances et décès domiciliés 2014-2021](#)

État civil – Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*
Source : *Insee, Chiffres détaillés – Septembre 2022*

[Les mariages en 2021](#)

État civil – fichiers détail

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*
Source : *Insee, Chiffres détaillés – Juillet 2023*

[Indicateur conjoncturel de fécondité en 2022](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*
Source : *Insee, Chiffres-clés – Février 2023*

[Espérance de vie en 2022](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee, Chiffres-clés – Février 2023

[Espérance de vie à différents âges](#)

Comparaison par département, outil interactif.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee, Recensement de la population – 2023

[Recensement de la population](#) – Résultats 2020 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités... 7 thèmes accessibles, parmi lesquels :

- évolution et structure de la population
- couples - familles – ménages
- étrangers – immigrés

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion
Source : Insee, Chiffres détaillés – Juin 2023

[Élections présidentielle et législatives de 2022 : seul un tiers des électeurs a voté à tous les tours](#)

En 2022, 16 % des électeurs inscrits pour les élections présidentielle et législatives n'ont voté à aucun tour de ces scrutins (abstention systématique), 36 % ont voté à tous les tours (vote systématique) et 48 % ont voté par intermittence.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, La Réunion
Source : Insee Première n°1928 – Novembre 2022

[Résultats statistiques des collectivités d'outre-mer](#)

Données du recensement de la population 2020 communales et infra-communales sur la population, les couples, familles et ménages et sur la nationalité et l'immigration.

Territoires : Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon
Source : Insee, Chiffres détaillés – Juin 2023

Guadeloupe

[383 559 habitants en Guadeloupe au 1^{er} janvier 2020](#)

Au 1^{er} janvier 2020, 383 559 personnes résident en Guadeloupe. Depuis 2014, la population de l'archipel diminue en moyenne de 0,7 % par an, soit près de 2 800 habitants de moins tous les ans. Cette baisse de la population s'explique par un plus grand nombre de départs que d'arrivées sur le territoire et par un faible excédent naturel entre 2014 et 2020.

Source : Insee Flash Guadeloupe n°177 – Décembre 2022

[En 2021, plus de décès que de naissances en Guadeloupe](#)

En 2021, la crise sanitaire a accentué la baisse de la population. Le nombre de décès est supérieur au nombre de naissances, engendrant un solde naturel négatif. La dynamique démographique, ainsi déficitaire en Guadeloupe, est aussi marquée par un solde migratoire négatif. Les naissances diminuent malgré une fécondité supérieure à la France métropolitaine. La hausse des décès s'accélère, en lien avec la pandémie de la Covid-19. L'espérance de vie est en recul.

Source : Insee Flash Guadeloupe n°178 – Janvier 2023

[314 000 habitants en Guadeloupe dans 20 ans, 242 000 à l'horizon 2070](#)

Si les tendances démographiques récentes se prolongeaient, le déclin démographique de la Guadeloupe s'accentuerait et la population atteindrait 314 000 habitants dans 20 ans (en 2042), puis 242 000 habitants en 2070. Le solde naturel et le solde migratoire seraient tout deux négatifs, prolongeant ainsi le déclin démographique guadeloupéen initié en 2011. Le vieillissement de la population continuerait à s'accroître : d'ici 2070 la part des 65 ans et plus doublerait (39 %). La part des moins de 20 ans diminuerait de 9 points (17 %) durant cette période. La population des 20-64 ans diminuerait de moitié.

Source : Insee Flash Guadeloupe n°174 – Novembre 2022

Martinique

[361 225 habitants en Martinique au 1^{er} janvier 2020](#)

Au 1^{er} janvier 2020, 361 225 personnes résident en Martinique, soit 22 686 personnes de moins qu'en 2014. La baisse moyenne de 1,0 % par an depuis 2014 s'explique par des départs du territoire plus nombreux que les arrivées. Entre 2014 et 2020, le solde naturel est positif mais en net recul.

Source : Insee Flash Martinique n°177 – Décembre 2022

[En 2021, forte hausse des décès en Martinique](#)

En 2021, le recul démographique se poursuit en Martinique. Le regain de naissances ne suffit pas à compenser la hausse des décès, en lien avec la pandémie de Covid-19. Le vieillissement de la population se poursuit et l'espérance de vie recule nettement en 2021. Les départs du territoire restent plus nombreux que les arrivées de nouveaux habitants.

Source : Insee Flash Martinique n°178 – Janvier 2023

[286 500 habitants en Martinique dans 20 ans, 212 000 à l'horizon 2070](#)

Si les tendances démographiques récentes se prolongeaient, la population de Martinique atteindrait 286 500 habitants en 2042 puis 212 000 en 2070, soit 157 000 personnes en moins qu'en 2018. Le solde naturel et le solde migratoire seraient tout

deux négatifs, prolongeant ainsi le déclin démographique martiniquais initié en 2008. Le vieillissement de la population s'accélérait.

Source : Insee Flash Martinique n°174 – Novembre 2022

Guyane

[285 133 habitants en Guyane au 1^{er} janvier 2020](#)

Au 1^{er} janvier 2020, 285 133 personnes résident en Guyane. C'est la région de France hors Mayotte où la croissance démographique est la plus forte. La population s'accroît en moyenne de 2,1 %, soit 5 466 habitants de plus chaque année, entre 2014 et 2020. Cette croissance démographique, portée par le solde naturel, est inégalement répartie sur le territoire.

Source : Insee Flash Guyane n°164 – Décembre 2022

[En 2021, la population continue d'augmenter en Guyane avec plus de naissances et de décès](#)

En 2021, la croissance démographique de la Guyane se poursuit. Les naissances se font plus nombreuses et la fécondité guyanaise reste bien supérieure à celles des Antilles et de la France métropolitaine. En lien avec la pandémie de Covid-19, les décès augmentent et font reculer l'espérance de vie.

Source : Insee Flash Guyane n°165 – Janvier 2023

[391 000 habitants en Guyane dans 20 ans, 477 000 à l'horizon 2070](#)

Si les tendances démographiques récentes se prolongeaient, la population de la Guyane atteindrait 391 000 habitants dans 20 ans et 476 900 habitants en 2070, soit 200 800 de plus qu'en 2018. Cette augmentation de la population serait principalement due à un important solde naturel. Le vieillissement de la population commencerait à apparaître : la part des 65 ans et plus triplerait, passant de 5 % à 15 % en 2070. La part des moins de 20 ans diminuerait de 8 points durant cette période.

Source : Insee Flash Guyane n°161 – Novembre 2022

La Réunion

[863 100 habitants au 1^{er} janvier 2020 à La Réunion](#)

Au 1^{er} janvier 2020, 863 100 personnes résident à La Réunion. La population augmente de 0,4 % en moyenne par an depuis 2014, un peu plus vite que celle de la France métropolitaine (+ 0,3 %). La croissance démographique de l'île est cependant moins forte qu'entre 2009 et 2014. En effet, l'excédent des naissances sur les décès se réduit un peu et, sur la période récente, les départs de l'île sont plus nombreux que les arrivées.

Source : Insee Flash Réunion n°243 – Décembre 2022

[La part des natifs dans la population diminue, mais demeure élevée](#)

En 2018, huit habitants sur dix de La Réunion y sont nés. C'est la deuxième région française qui regroupe la part la plus élevée de personnes natives dans sa population. Toutefois, comme dans la plupart des autres régions, la part de natifs recule en 30 ans, sous l'effet des migrations. Les natifs de l'Hexagone forment les deux tiers de la population qui n'est pas née à La Réunion. Très peu d'étrangers et d'immigrés résident sur l'île.

Source : Insee Analyses Réunion n°74 - Octobre 2022

[Une population en hausse et vieillissante, malgré des naissances nombreuses](#)

En 2050, 1,022 million de personnes habiteraient à La Réunion si les tendances démographiques récentes se prolongeaient. La population de La Réunion dépasserait le million d'habitants au cours de l'année 2044. La croissance démographique diminuerait au fil des années du fait d'un solde naturel de moins en moins excédentaire. Le vieillissement de la population serait prononcé, en lien avec l'allongement de la durée de vie des Réunionnais.

Source : Insee Analyses Réunion n°77 - Novembre 2022

Mayotte

[Naissances et décès à Mayotte en 2022 - Des naissances encore en hausse, des décès toujours supérieurs à leur niveau de 2019](#)

En 2022, à Mayotte, 10 730 bébés de mères domiciliées sur l'île sont nés en 2022, soit 110 de plus qu'en 2021 (+1,1 %). Cette légère croissance de la natalité est davantage marquée en début d'année.

Source : Insee Flash Mayotte n°152 - Février 2023

[Plus de 10 000 naissances en 2021 et décès en forte hausse](#)

Après une baisse en 2020, les naissances repartent à la hausse en 2021 : 10 600 bébés de mères domiciliées sur l'île sont nés en 2021, soit 1 430 de plus qu'en 2020 (+ 16 %) et 840 de plus qu'en 2019 (+ 9 %). La fécondité retrouve son niveau des années 2018 et 2019 et continue d'être portée par les mères de nationalité étrangère, comorienne pour la plupart. Celles-ci donnent naissance aux trois quarts des bébés nés en 2021, comme les cinq années précédentes.

Source : Insee Flash Mayotte n°142 - Septembre 2022

Polynésie française

[Bilan démographique 2021](#)

Au 31 décembre 2021, la Polynésie française compte 279 550 habitants. Au cours de l'année 2021, la croissance de population a fortement ralenti. Ce phénomène s'est accentué avec une forte hausse de la mortalité due à la pandémie de Covid-19.

L'espérance de vie à la naissance diminue nettement par rapport à 2019 et 2020. Elle s'établit à 76,3 ans pour les femmes et 71,5 ans pour les hommes.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1325 – Mai 2022

[Démographie de la Polynésie française](#)

Jeux de données en open data.

Source : ISPF – 2023

Nouvelle-Calédonie

[En 2019, un Calédonien sur cinq réside sur terres coutumières](#)

Plus de 60 000 personnes vivent sur terres coutumières en 2019, soit un Kanak sur deux et plus d'un Calédonien sur cinq. En trente ans, depuis les accords de Matignon et la provincialisation, la population sur terres coutumières s'est développée trois fois moins vite que dans les zones urbaines ou rurales. Ainsi, le poids des tribus a diminué de 29 % à 22 %.

Source : Isee, Synthèse n°62 – Décembre 2022

[2020-2021 : une dynamique démographique en berne dans un contexte atypique](#)

Les années 2020-2021 ont accentué les tendances observées entre 2015 et 2019, avec une forte baisse de la nuptialité, un recul de la natalité et une augmentation de la mortalité. En 2020, la baisse de l'excédent naturel reste contenue par une légère baisse du nombre de décès, bien que la décroissance de la natalité s'accroisse. À l'inverse en 2021, la première vague de décès Covid touchant la Nouvelle-Calédonie en fin d'année, fait exploser la mortalité et a pour effet un brusque déclin de l'excédent naturel.

Source : Isee, Synthèse n°60 – Septembre 2022

4.3 Emploi, chômage, revenus d'activité

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Recensement de la population](#) – Résultats 2020 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités... 7 thèmes accessibles, parmi lesquels :

- Population active, emploi et chômage au sens du recensement
- Caractéristiques de l'emploi au sens du recensement

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres-détaillés – Juin 2023

[Recensement de la population : résultats statistiques des collectivités d'outre-mer](#)

Données du recensement de la population 2020 communales et infra-communales sur l'activité des résidents et l'emploi au lieu de travail.

Territoires : Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : Insee, Chiffres détaillés – Juin 2023

[Estimations trimestrielles d'emploi salarié et évolutions par grand secteur d'activité](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres-clés – Juin 2023

[Estimations d'emploi](#)

Estimations d'emploi annuelles au niveau national et localisé (région, département, zone d'emploi).

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres détaillés – Janvier 2023

[Principaux indicateurs sur l'emploi, le chômage et l'activité par DOM en 2022](#)

Nombreux tableaux sur l'emploi, le chômage et l'activité pour les DOM.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres détaillés – Juin 2023

[Les tensions sur le marché du travail en 2021](#)

Indicateurs annuels de tension par métier depuis 2011 – Niveaux national, régional et départemental.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Dares / Pôle emploi – Septembre 2022

[Tableau de bord des politiques de l'emploi, du travail et de la formation professionnelle](#)

Le nombre d'entrées et de bénéficiaires des différents dispositifs de la politique de l'emploi, de l'insertion et de la formation professionnelle (contrats aidés, accompagnement des jeunes, entrées en formation des personnes en recherche d'emploi, apprentissage, etc.) sont diffusés chaque mois par la Dares pour chacun des cinq DROM séparément.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Dares – 2023

[Caractéristiques et localisation des postes de la fonction publique en 2021](#)

En 2021, les effectifs de la fonction publique sont quasi stables, avec une augmentation de 2,8 % du nombre de contractuels et une baisse de 0,6 % du nombre de

fonctionnaires. L'emploi public baisse légèrement en Bretagne, en Île-de-France et en Bourgogne – Franche-Comté, et augmente dans les autres régions, en particulier dans le Grand Est et à La Réunion.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie

Source : SDessi, Stats rapides n°98 – Juin 2023

[Rapport annuel sur l'état de la fonction publique - édition 2022](#)

Données par région.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie

Source : SDessi – Novembre 2022

[Les salaires dans le secteur privé et les entreprises publiques en 2020](#)

Comparaisons régionales et/ou départementales.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres détaillés – Novembre 2022

[Taux de chômage localisés par sexe et âge en moyenne annuelle en 2022](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres-clés – Mai 2023

[Le halo autour du chômage, 2,5 à 5 fois plus présent dans les DOM qu'en France métropolitaine](#)

En moyenne en 2021-2022, les personnes dans le halo autour du chômage représentent de 10 % à 21 % de la population des 15 à 64 ans dans les DOM, contre 4 % en France métropolitaine. Outre-mer, elles sont proportionnellement plus nombreuses que dans l'Hexagone à ne pas rechercher activement un emploi. Le découragement est plus souvent cité comme motif de non-recherche d'emploi dans les DOM hors Mayotte, avec plus du quart des personnes du halo en Guadeloupe et à La Réunion.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Focus n°303 – Juin 2023

[Nombre et caractéristiques des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis 1996](#)

Données mensuelles et trimestrielles, par région, département et zone d'emploi

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Pôle emploi / Dares, STMT - 2023

[Comment évolue l'accès à la formation des demandeurs d'emploi ?](#)

La part des demandeurs d'emploi accédant à une formation au cours de l'année suivant leur inscription à Pôle emploi augmente depuis 2017, à l'exception des périodes

marquées par la crise sanitaire. L'accès à la formation varie selon les caractéristiques socio-démographiques : il est par exemple plus élevé pour les jeunes, les personnes ayant un niveau de diplôme équivalent au baccalauréat, ou les hommes en couple.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Dares – Mars 2023

[Insertion des jeunes après la voie professionnelle \(Inserjeunes\)](#)

Données de la voie professionnelle par établissement et formation : taux d'emploi 6 mois après la sortie de l'établissement ; valeur ajoutée de l'établissement ; taux de poursuite d'études ; taux d'interruption en cours de formation ; part de contrats interrompus avant terme.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Dares / Depp – Janvier 2023

Guadeloupe

[En Guadeloupe, un quart des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation](#)

En moyenne, entre 2015 et 2019, en Guadeloupe, 27 % des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) soit deux fois plus qu'en France métropolitaine. Une large majorité d'entre eux recherchent un emploi ou souhaitent travailler. La moitié est peu ou pas diplômée et cohabite avec les parents. Plus du quart sont des mères isolées, en difficulté d'insertion et souvent au chômage de longue durée.

Un jeune NEET sur cinq est chômeur diplômé. Enfin, 3 % de ces jeunes sont exclus socialement et professionnellement.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°63 – Janvier 2023

[En 2022, la moitié des Guadeloupéens en âge de travailler ont un emploi](#)

En Guadeloupe, le taux d'emploi reste relativement stable et s'établit à 51 % en 2022 tandis que l'emploi des seniors est en net recul. Trois quarts des personnes en emploi travaillent dans le secteur tertiaire. Le chômage augmente par rapport à l'année précédente avec 19 % des actifs sans emploi en 2022 pendant que le halo autour du chômage reste stable (11 %). Parmi les personnes de 53 à 69 ans, 20 % des femmes et 16 % des hommes ne sont ni en emploi, ni en retraite, ni en préretraite.

Source : Insee Flash Guadeloupe n°186 – Juin 2023

[En Guadeloupe, dans la fonction publique d'État, l'écart de salaire entre hommes et femmes est lié à la nature des emplois](#)

Fin 2018, en Guadeloupe, dans la fonction publique d'État, les hommes gagnent en moyenne 17 % de plus que les femmes. Dans ce versant, plus de 40 % de l'écart salarial s'explique par la différence des emplois occupés en termes de professions et de niveau

hiérarchique. La durée de travail constitue la principale source de l'écart de salaire (69 %).

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°55 – Mars 2022

[Le marché du travail en 2022 en Guadeloupe](#)

Fin 2022, les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégories A et ABC baissent de 13,3 % et 7,3 % respectivement sur un an en Guadeloupe. Les sorties de Pôle emploi ont en effet été beaucoup plus nombreuses que les entrées. Le nombre d'inscrits s'établit à 42 595 en catégorie A et à 55 434 en catégories ABC.

Source : DEETS Guadeloupe – Février 2023

Martinique

[En Martinique, un quart des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation](#)

En moyenne, entre 2015 et 2019, en Martinique, 26 % des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) soit deux fois plus qu'en France métropolitaine. Une large majorité d'entre eux recherchent un emploi ou souhaitent travailler. La moitié est peu ou pas diplômée et cohabite avec les parents. Les femmes à la tête de familles monoparentales (18 %) sont aussi diplômées que l'ensemble des NEET mais elles cumulent des difficultés socio-économiques. Plus d'un jeune sur quatre est chômeur diplômé. Enfin, 3 % de ces jeunes sont exclus socialement et professionnellement.

Source : Insee Analyses Martinique n°62 – Mars 2023

[En 2022, la situation sur le marché du travail s'améliore en Martinique](#)

En Martinique, le taux d'emploi reste stable en 2022 : 57 % des personnes de 15 à 64 ans sont en emploi. Le taux de chômage recule d'un point (12 %) pendant que le halo autour du chômage reste stable (10 % des 15-64 ans). Le secteur tertiaire est le principal pourvoyeur d'emplois en Martinique. Les jeunes éprouvent toujours des difficultés à s'insérer sur le marché de l'emploi, avec un faible taux d'emploi et un taux de chômage élevé. À l'inverse, les seniors sont les principaux bénéficiaires de la bonne orientation du marché du travail.

Source : Insee Flash Martinique n°186 – Juin 2023

Guyane

[En 2022, l'emploi progresse et occupe quatre Guyanais sur dix](#)

En 2022, le taux d'emploi progresse d'un point en Guyane et s'établit à 42 %. Les jeunes sont les principaux bénéficiaires de cette dynamique du marché du travail. Cependant, la part des personnes ayant un emploi reste faible. Le taux de chômage est important (13 %) et le nombre de personnes non considérées au chômage mais souhaitant travailler est encore plus élevé. En revanche, le sous-emploi continue de baisser. Le

secteur tertiaire concentre la majorité des emplois. Comme aux Antilles, les cadres ou professions intellectuelles supérieures sont peu représentés.

Source : Insee Flash Guyane n° 173 – Juin 2023

[En Guyane, dans la fonction publique d'État, un tiers de l'écart de salaire entre les femmes et les hommes est lié à la nature des emplois](#)

Fin 2018, en Guyane, dans la fonction publique d'État, les hommes gagnent en moyenne 18 % de plus que les femmes. Dans ce versant, 34 % de l'écart salarial s'explique par la différence des emplois occupés en termes de professions et de niveau hiérarchique. Dans la fonction publique territoriale, l'écart est plus faible : 5 %. Au sein de la fonction publique territoriale, la durée de travail constitue la principale source de l'écart de salaire (22 %).

Source : Insee Analyses Guyane n°57 – Mars 2022

La Réunion

[Enquête Emploi 2022 à La Réunion - Les femmes, les jeunes et les seniors, principaux bénéficiaires de la hausse de l'emploi](#)

À La Réunion, 49 % des personnes âgées de 15 à 64 ans ont un emploi au sens du Bureau international du travail (BIT) en moyenne sur 2022, soit deux points de plus qu'avant la crise sanitaire. La hausse de l'emploi profite davantage aux femmes, aux jeunes et aux seniors. L'emploi des jeunes est largement soutenu par le plan de relance national « 1 jeune, 1 emploi » lancé pendant de la crise sanitaire, notamment avec une forte hausse des contrats d'apprentissage. Le taux de chômage au sens du BIT se maintient depuis trois ans à un niveau historiquement bas à La Réunion (18 %), du fait de la hausse soutenue de l'emploi.

Source : Insee Flash Réunion n°251 – Avril 2023

[Des seniors de 55 à 64 ans plus souvent en emploi et moins souvent à la retraite qu'en 2014](#)

En 2022, à La Réunion, 44 % des seniors de 55 à 64 ans ont un emploi. Le taux d'emploi baisse à partir de 55 ans, comme ailleurs en France. Mais son niveau est comparable à celui de l'Hexagone à partir de 60 ans, alors même qu'avant 60 ans, le taux d'emploi sur l'île est très inférieur au niveau national. Cela peut traduire pour partie les difficultés que rencontrent nombre de seniors réunionnais à pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein : en 2022, parmi les Réunionnais âgés de 60 à 64 ans, seul un sur quatre déclare percevoir une pension de retraite ou préretraite. Cette part baisse depuis 2014, comme partout en France.

Source : Insee Flash Réunion n°255 – Juin 2023

[Les contrats à durée limitée dans le secteur privé à La Réunion - Une utilisation plus fréquente qu'ailleurs](#)

En 2019, juste avant la crise Covid, près d'un quart du salariat privé travaille sous un contrat à durée limitée à La Réunion, une part un peu plus élevée qu'ailleurs en France. Les entreprises et les associations réunionnaises embauchent davantage en contrats à durée déterminée (CDD) qu'ailleurs, alors qu'elles ont moins recours à l'intérim. Elles bénéficient aussi plus souvent d'emplois aidés, notamment dans les services aux particuliers et dans le commerce.

Source : Insee Analyses Réunion n°76 – Octobre 2022

[À La Réunion, un quart des jeunes ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation en 2021](#)

En 2021, à La Réunion, 41 000 jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET). Ils représentent 26 % de cette classe d'âge, soit deux fois plus qu'au niveau national. Leur part diminue en 2021, grâce au dynamisme récent de l'emploi des jeunes lié au développement du recours à l'apprentissage, après cinq années de quasi-stabilité. La part de NEET culmine entre 24 et 29 ans, avec près d'un jeune sur deux dans cette situation.

Source : Insee Analyses Réunion n°72 – Août 2022

Mayotte

[Dans le secteur privé marchand à Mayotte, un salaire brut moyen de 1 500 euros par mois en 2020](#)

Fin 2020, à Mayotte, 2 300 entreprises formelles du secteur privé marchand sont employeuses. Leurs salariés perçoivent en moyenne un salaire brut de 1 500 euros par mois. Plus l'entreprise est de grande taille, plus les salaires y sont élevés : ils varient de 1 100 euros par mois dans les entreprises de moins de 10 salariés à 1 800 euros dans celles de 100 salariés ou plus. Ils varient aussi fortement selon le secteur d'activité, du simple au triple. Les salaires sont plus élevés dans les secteurs où le temps partiel est rare et où les postes de cadres sont plus nombreux.

Source : Insee Flash Mayotte n°155 – Mars 2023

[Enquête Emploi 2022 à Mayotte - 2 000 emplois de moins qu'avant la crise sanitaire et forte hausse du chômage](#)

Au 2^e trimestre 2022, 50 000 personnes de 15 à 64 ans ont un emploi à Mayotte, soit 2 000 de moins qu'en 2019. La population en âge de travailler étant toujours plus nombreuse, seuls 30 % des 15-64 ans ont un emploi en 2022, soit quatre points de moins qu'en 2019 ; c'est le niveau le plus faible depuis 2009. Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 34 % : il augmente de quatre points par rapport à son niveau des années précédentes.

Source : Insee Flash Mayotte n°151 – Février 2023

[10 ans de départementalisation de Mayotte : Emploi-chômage](#)

En 2021 comme en 2009, seuls un tiers des habitants de Mayotte âgés de 15 à 64 ans ont un emploi. Le déficit d'emplois concerne principalement le secteur privé, en particulier les services. Les créations d'emplois ont été importantes ces dix dernières années, mais elles ne suffisent pas par rapport à une population en âge de travailler qui augmente plus fortement encore.

Source : Cerom – Septembre 2022

Polynésie française

[Les déterminants de la relation des Polynésiens face au marché de l'emploi](#)

Les caractéristiques individuelles des Polynésiens jouent un rôle important dans leur relation avec le marché de l'emploi. Les femmes ont, par exemple, deux fois moins de chances de trouver un emploi d'une année sur l'autre que les hommes. Le diplôme joue également un rôle majeur : 80 % des diplômés du supérieur sont en emploi, contre 52 % pour l'ensemble de la population.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1350 – Décembre 2022

[L'emploi progresse en 2022, le nombre d'inactifs ne souhaitant pas travailler également](#)

Le premier semestre 2022 a vu le retour à la normale de la saison touristique polynésienne, sans fermeture des liaisons aériennes et avec des conditions de déplacement allégées. Les mesures de soutien pour l'emploi se sont également complètement arrêtées. L'enquête Emploi en Polynésie française s'est réalisée au deuxième trimestre 2022. L'importance du caractère saisonnier de cette enquête incite à la plus grande prudence quant à son interprétation.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1359 – Décembre 2022

Nouvelle-Calédonie

[En 2019, un actif calédonien sur trois travaille en dehors de sa commune de résidence](#)

Le paysage calédonien de l'emploi s'est profondément transformé depuis les accords de Matignon. La baisse des emplois dans l'agriculture au profit du développement des activités liées au nickel et des services a bouleversé la répartition des lieux de travail et des lieux de résidence. En 2019, le Grand Nouméa et la zone VKP concentrent quatre emplois sur cinq ; Nouméa encore un sur deux, malgré un net développement de l'emploi dans les communes de l'agglomération.

Source : Isee, Synthèse 63 – Mars 2023

[Enquête Forces de travail : synthèse annuelle 2022](#)

Les effets de la crise sanitaire sur l'emploi ont été plus que résorbés en 2022 : un millier de nouveaux emplois ont été créés par rapport à 2019. En 2022, une personne sur deux occupe un emploi, parmi les 15 ans et plus, mais au moins 17 % occupent un emploi précaire. Les créations d'emplois relancent le marché du travail, avec un vivier de main

d'œuvre de 22 400 personnes. Parmi elles, 60 % sont chômeurs au sens du BIT, les 40 % restants relèvent du halo autour du chômage. Face à l'emploi, les femmes et les Kanak restent désavantagés par rapport aux hommes et aux non-Kanak.

Source : Isee, Synthèse 66, 67, 68 – Août 2023

[Les salaires : synthèse annuelle 2021](#)

En 2021, le salaire mensuel net moyen se maintient, avec une hausse de 0,3 % en francs constants par rapport à 2020, seulement par un effet de structure.

Pour les seuls salariés en place chez un même employeur en 2020 et 2021, le salaire net moyen augmente dans le privé comme dans le public, sauf pour les ouvriers du privé : 1 salarié du privé sur 4 perçoit un bas salaire.

Source : Isee, Conjoncture – Décembre 2022

Wallis-et-Futuna

[Répartition annuelle des demandeurs d'emploi](#)

Source : STSEE - 2023

4.4 Niveau de vie, pauvreté, inégalités, conditions de vie

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[En 15 ans, les disparités entre quartiers, mesurées selon le revenu, se sont accentuées dans la plupart des grandes villes](#)

Mesuré selon les revenus, le degré de ségrégation spatiale au sein d'une ville n'est lié ni à la taille, ni à la densité de sa population. Les grandes villes avec les degrés de ségrégation les plus élevés, où les personnes avec des revenus proches habitent les mêmes quartiers, partagent toutefois des caractéristiques communes : d'une part, les écarts de revenus entre les plus modestes et les plus aisés y sont les plus marqués et, d'autre part, les ménages modestes y perçoivent des revenus particulièrement faibles.

Territoires : Martinique, La Réunion

Source : Insee Analyses n°79 – Janvier 2023

[La grande pauvreté bien plus fréquente et beaucoup plus intense dans les DOM](#)

La grande pauvreté est 5 à 15 fois plus fréquente dans les départements d'outre-mer (DOM) qu'en France métropolitaine. Elle y est aussi beaucoup plus intense. Dans les 4 DOM historiques, les familles monoparentales, les personnes sans emploi ainsi que les retraités sont particulièrement touchés. Outre sa dimension monétaire, la caractéristique majeure de la grande pauvreté par rapport à des situations moins aiguës de pauvreté est la fréquence de privations, y compris pour des besoins fondamentaux comme la nourriture ou l'habillement pour 4 à 8 personnes sur 10 en

situation de grande pauvreté. À l'exception de la Guyane, le renoncement à la voiture est moins fréquent qu'en France métropolitaine.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee Focus n°270 – Juillet 2022

[Principaux résultats sur les revenus et la pauvreté des ménages en 2020 - Dispositif Fichier localisé social et fiscal \(Filosofi\)](#)

Territoires : La Réunion, Martinique

Source : Insee, Chiffres détaillés – Janvier 2023

Guadeloupe

[12 % des Guadeloupéens en situation de grande pauvreté en 2018](#)

En Guadeloupe, en 2018, 12 % des habitants vivent en situation de grande pauvreté, cumulant au moins sept privations matérielles et une forte pauvreté monétaire. En particulier, 79 % des Guadeloupéens en situation de grande pauvreté subissent au moins une privation physiologique telle que le fait de ne pas pouvoir acheter de vêtements neufs, 72 % des Guadeloupéens en grande pauvreté ont dû faire face à des impayés et la grande majorité renoncent aux loisirs. Les familles monoparentales et les personnes seules sont particulièrement confrontées à cette pauvreté intense.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°57 – Juillet 2022

[Moins de produits laitiers et de fruits, plus de légumes et de boissons sucrées dans les habitudes alimentaires des Guadeloupéens en 2017](#)

Les ménages guadeloupéens allouent en moyenne 22,4 % de leur budget pour l'alimentation en 2017, qui représente ainsi la première part des dépenses d'un ménage. Les habitudes alimentaires des Guadeloupéens diffèrent sur de nombreux points de celles des métropolitains. La consommation de fruits est moins fréquente en Guadeloupe qu'en France métropolitaine, en particulier pour les ménages les plus modestes. Les produits laitiers sont également moins consommés. À l'inverse, les légumes, l'huile et les produits sucrés sont plus consommés en Guadeloupe. La viande est également présente, la volaille étant privilégiée contrairement au bœuf. Par ailleurs, les produits ultra-transformés ont une part importante dans les habitudes alimentaires guadeloupéennes, mais inférieure à celle des métropolitains.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°67 – Mai 2023

Martinique

[Moins de produits laitiers et de fruits, plus de boissons sucrées dans les habitudes alimentaires des Martiniquais en 2017](#)

Les ménages martiniquais allouent en moyenne 21,6 % de leur budget pour l'alimentation en 2017, qui représente ainsi la première part des dépenses d'un ménage. Les habitudes alimentaires des Martiniquais diffèrent sur de nombreux points

de celles des Métropolitains. La consommation de fruits et légumes est moins fréquente en Martinique qu'en France métropolitaine, en particulier pour les ménages les plus modestes. Les produits laitiers sont également moins consommés. À l'inverse, l'huile et les produits sucrés sont plus consommés en Martinique. La viande est également un peu plus présente, la volaille étant privilégiée contrairement au bœuf.

Source : Insee Analyses Martinique n°60 – Mars 2023

[Un Martiniquais sur dix en situation de grande pauvreté en 2018](#)

En Martinique, en 2018, un habitant sur dix vit en situation de grande pauvreté : cumulant au moins sept privations matérielles et une forte pauvreté monétaire. Les trois quarts des Martiniquais en grande pauvreté ont dû faire face à des impayés et la grande majorité renoncent aux loisirs. Les familles monoparentales et les personnes seules sont particulièrement confrontées à cette pauvreté intense. Le fait d'être en emploi protège de la grande pauvreté pour toutes les catégories socio-professionnelles.

Source : Insee Analyses Martinique n°55 – Juillet 2022

Guyane

[29 % des Guyanais en situation de grande pauvreté en 2018](#)

En Guyane, 29 % des habitants vivent en situation de grande pauvreté en 2018, cumulant au moins sept privations matérielles et une forte pauvreté monétaire. Les ménages complexes (ménages comportant plusieurs familles, plusieurs générations) et les familles monoparentales sont particulièrement confrontées à cette pauvreté intense. Les deux tiers des personnes en situation de grande pauvreté sont des étrangers.

Source : Insee Analyses Guyane n°59 – Juillet 2022

La Réunion

[Les quartiers de la politique de la ville à La Réunion - Une population précaire malgré quelques améliorations](#)

À La Réunion, 159 300 personnes habitent dans l'un des 49 quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV) en 2018, soit un cinquième de la population. Ces quartiers rassemblent, par définition, une population dont la situation est particulièrement précaire. Ainsi, 53 % des habitants des QPV sont pauvres, 54 % n'ont pas de diplôme, 66 % de ceux en âge de travailler n'ont pas d'emploi. Leur situation est nettement plus difficile que celle de la population des QPV de l'Hexagone.

Source : Insee Flash Réunion n°247 – Février 2023

[Niveau de vie et pauvreté en 2020 à La Réunion - Le taux de pauvreté continue de baisser en 2020, malgré la crise sanitaire](#)

En 2020, 36 % des Réunionnais vivent sous le seuil métropolitain de pauvreté. Malgré la crise sanitaire, le taux de pauvreté continue de baisser (-11 points depuis 2007), de

même que les inégalités de revenus. Le marché du travail est en effet resté dynamique grâce aux mesures publiques permettant de maintenir l'emploi et les rémunérations. La pauvreté reste cependant beaucoup plus importante que dans l'Hexagone (14 %) et qu'en Martinique (27 %), car le déficit d'emplois demeure important sur l'île.

Source : Insee Flash Réunion n°245 – Janvier 2023

[Devenir pauvre, le rester ou sortir de la pauvreté entre 2015 et 2018 - À La Réunion, 20 % des adultes sont pauvres durablement](#)

À La Réunion, 20 % des adultes sont pauvres sans interruption de 2015 à 2018, soit quatre fois plus qu'en France métropolitaine. Avoir un emploi constitue la meilleure protection contre cette pauvreté persistante. La vie en couple joue elle aussi un rôle protecteur en atténuant les chocs sur les revenus du ménage, à la suite d'une perte d'emploi par exemple.

Source : Insee Analyses Réunion n°73 – Août 2022

[À La Réunion, malgré des diplômes de plus en plus élevés, les jeunes accèdent toujours tardivement à leur autonomie](#)

La jeunesse réunionnaise est de plus en plus diplômée. Néanmoins, en 2019, seuls quatre jeunes sur dix sont autonomes à 29 ans, c'est-à-dire travaillent et habitent leur propre logement, contre sept sur dix dans l'Hexagone. Depuis une décennie, l'accès à l'autonomie des jeunes a peu évolué sur l'île.

Source : Insee Analyses Réunion n°82 – Juin 2023

Nouvelle-Calédonie

[En Nouvelle-Calédonie, la pauvreté revêt des dimensions différentes selon les territoires](#)

En 2020, un Calédonien sur cinq se trouve en situation de pauvreté monétaire. Mais ce taux n'est pas identique dans les différentes parties du territoire. Le niveau de vie médian des habitants de la province Sud est le double de celui des personnes vivant dans les îles Loyauté. Des disparités sont également observées au niveau des communes avec une différence marquée entre l'ouest et l'est de la Grande Terre. La mixité sociale, appréciée par la diversité des niveaux de revenus, est plus présente à l'ouest et dans l'extrême sud, la pauvreté plus prégnante dans le reste du territoire. Les communes où l'emploi est plus développé, notamment minier, sont moins impactées par les situations de pauvreté.

Source : Isee, Synthèse 64 – Avril 2023

Polynésie Française

[Les conditions de vie des étudiants en Polynésie française](#)

Les conditions de vie des étudiants, qu'il s'agisse du budget, du logement ou encore de l'organisation familiale et professionnelle, ont un impact sur la bonne réalisation de leurs études. Pour les étudiants vivant chez leurs parents, le logement est considéré

comme plus agréable et il est plus aisé d'y être seul pour travailler. Le choix des études est principalement motivé par une perspective d'emploi.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1321 – Juillet 2022

Wallis-et-Futuna

[L'enquête Budget des familles 2019-2020 à Wallis et Futuna](#)

La troisième enquête du genre réalisée sur le Territoire des îles Wallis et Futuna (après celles de 1982 et 2005), menée par le Service Territorial de la Statistique et des Études Économiques. Elle représente une source d'information considérable sur les conditions de vie des ménages résidant sur le Territoire et sert de référence pour l'estimation des dépenses, des ressources (y compris pauvreté et inégalités), de la consommation alimentaire des ménages et des échanges non monétaires (denrées auto produites ou reçues en cadeaux).

Source : STSEE – Juin 2022

4.5 Santé et Solidarités

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Dépenses de santé et restes à charge pour les patients : comment expliquer les disparités entre départements ?](#)

En France, en 2018, les dépenses de santé s'élèvent à 2 750 € en moyenne par patient. En tenant compte de la démographie, elles sont relativement plus élevées dans les 4 DROM historiques. Une part de ces écarts peut être liée à la modulation des tarifs des biens et services dans les Outre-mer, ainsi qu'aux caractéristiques socio-économiques de la population de ces territoires. Les restes à charge après prise en charge par l'assurance maladie obligatoire sont en revanche beaucoup plus faibles dans les DROM, en lien avec des dépassements d'honoraires moins élevés ou moins fréquents, ainsi qu'avec les dispositifs redistributifs en faveur des ménages les plus modestes (CMU-C pour les années considérées dans cette étude).

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : Drees, Études et résultats n°1265 – Mai 2023

[En 2021, le nombre de séjours hospitaliers hors Covid-19 n'est pas revenu à son niveau d'avant l'épidémie](#)

Étude sur le nombre de séjours hospitaliers hors-Covid-19 en 2021 dans les unités de soins de courte durée de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie (MCO) parmi les personnes résidant en France. Cette étude distingue le nombre de séjours hospitaliers en fonction du motif et du type d'hospitalisation.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : Drees, Études et résultats n°1259 – Mars 2023

[9,3 millions de personnes déclarent apporter une aide régulière à un proche en situation de handicap ou de perte d'autonomie en 2021](#)

Étude à partir du dispositif des enquêtes Autonomie, qui s'intéresse aux personnes, mineures et majeures, qui déclarent apporter une aide régulière à un proche en situation de handicap ou de perte d'autonomie et détaille les catégories d'aides apportées.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees, *Études et résultats* n°1255 – Février 2023

[L'état de santé de la population en France à l'aune des inégalités sociales](#)

Synthèse et analyse les déterminants de l'état de santé mobilisant les données les plus récentes, avec un focus sur les inégalités sociales et territoriales de santé.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Les dossiers de la Drees n°102 – Septembre 2022

[Géodes - Santé publique France](#)

L'observatoire cartographique de Santé publique France

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : Santé publique France - 2023

[Base Score-Santé](#)

Indicateurs et tableaux sur les thématiques santé et solidarité, par région et département ; fiche par COM

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna, Polynésie française

Source : Fnors, *Base Score santé* - 2023

[STATISS : statistiques et indicateurs de la santé et du social](#)

Mémento annuel présentant une série d'indicateurs couvrant plusieurs thématiques : contexte démographique et social ; état de santé ; offre de soins en établissement de santé ; activité hospitalière ; offre d'équipements en établissements et services médico-sociaux ; professions de santé.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Fnors, *Score Santé* - 2023

[Interruptions volontaires de grossesse : la baisse des taux de recours se poursuit chez les plus jeunes en 2021](#)

En 2021, le nombre d'IVG demeure au niveau mesuré en 2020, sans retrouver le niveau de 2019. Le recours continue à décroître parmi les plus jeunes femmes. Les disparités

territoriales s'accroissent, avec une baisse du taux de recours en France métropolitaine et une progression dans les DROM, hors Mayotte

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees, *Études et Résultats* n°1241 – Septembre 2022

[Les établissements de santé dans les DROM – Édition 2022](#)

La fiche 07 de l'édition 2022 de l'ouvrage annuel de la Drees sur les établissements de santé passe en revue des indicateurs d'offre de soins hospitalière, déclinés pour chacun des DROM et comparés à la France métropolitaine.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees, *Panorama Santé* - Juillet 2022

[Accessibilité aux professionnels de santé](#)

Données publiques produites par la Drees sur l'accessibilité aux professionnels de santé – application de datavisualisation

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees - 2022

[Base de données Data.Drees](#)

Données publiques produites par la Drees sur les thèmes : aide et action sociales ; baromètre d'opinion ; établissements de santé, sociaux et médico-sociaux ; état de santé et morbidité ; famille, enfance, jeunesse ; personnes âgées, handicap et dépendance ; professions de santé et du social ; protection sociale complémentaire ; retraites ; etc.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees - 2023

[L'aide et l'action sociales en France - Perte d'autonomie, handicap, protection de l'enfance et insertion - Édition 2022](#)

Les analyses de l'aide sociale départementale portent sur les effectifs et les caractéristiques des bénéficiaires, les dépenses et les personnels associés.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees, *Panorama Social* – Décembre 2022

[Minima sociaux et prestations sociales – Ménages aux revenus modestes et redistribution – Édition 2022](#)

Cet ouvrage rassemble les dernières données disponibles sur les dispositifs de redistribution destinés aux ménages, notamment les plus modestes.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin

Source : Drees, *Panorama Social* – Septembre 2022

[En France, une personne sur sept de 15 ans ou plus est handicapée, en 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees, *Études et résultats n°1254* – Février 2023

[9,3 millions de personnes déclarent apporter une aide régulière à un proche en situation de handicap ou de perte d'autonomie en 2021](#)

Les femmes apportent plus souvent que les hommes une aide régulière à la vie quotidienne ou un soutien moral. La part des proches aidants apportant une aide aux activités de la vie quotidienne culmine dans les DROM, dans les Hauts-de-France et en Corse.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees, *Études et résultats n°1255* – Février 2023

[Enquête Vie quotidienne et santé 2021 - Données détaillées](#)

Thèmes : grand âge et autonomie, handicap et invalidité.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees – Février 2023

Guadeloupe

[Les écarts de pension de retraite entre hommes et femmes sont plus faibles pour les Guadeloupéens qu'en France métropolitaine](#)

Le montant de pension de retraite des femmes nées en Guadeloupe vivant dans un département d'outre-mer est inférieur de 17 % à celui des hommes. Ces inégalités importantes s'expliquent notamment par les écarts de salaire, le type de profession et la durée de cotisation. Les femmes partent plus souvent pour motif d'inaptitude que les hommes. Elles sont également plus souvent concernées par le minimum vieillesse. Néanmoins, ces inégalités sont moins marquées en Guadeloupe qu'en France métropolitaine et pourraient s'expliquer par la surreprésentation de la fonction publique dans la région.

Source : Insee *Analyses Guadeloupe n°66* – Mars 2023

Martinique

[Les écarts de pension de retraite entre hommes et femmes sont plus faibles pour les Martiniquais qu'en France métropolitaine](#)

Le montant de pension de retraite des femmes nées en Martinique vivant dans un département d'outre-mer est inférieur de 16 % à celui des hommes. Ces inégalités importantes s'expliquent notamment par les écarts de salaire, le type de profession et la durée de cotisation. Les femmes prennent leur retraite plus souvent pour motif d'inaptitude que les hommes. Elles sont également plus souvent concernées par le minimum vieillesse. Néanmoins, ces inégalités sont moins marquées en Martinique qu'en France métropolitaine et pourraient s'expliquer par la surreprésentation de la fonction publique dans la région.

Source : Insee Analyses Martinique n°61 – Mars 2023

La Réunion

[Les pensions de retraite les plus faibles des régions françaises](#)

Les natifs de La Réunion vivant dans un département d'outre-mer perçoivent les pensions de retraite les plus faibles des régions françaises : 1 160 euros brut par mois en moyenne en 2016, soit 28 % de moins que dans l'Hexagone. Les inégalités en matière de pension de retraite sont en outre plus importantes sur l'île. Ces faibles pensions résultent d'une participation plus faible qu'ailleurs des personnes en âge de travailler au marché du travail, qui se traduit par une durée moyenne de cotisation nettement plus basse. De plus, les emplois occupés sont moins qualifiés.

Source : Insee Analyses Réunion n°69 – Mai 2022

Mayotte

[À Mayotte, des syndromes dépressifs deux fois plus fréquents qu'en France métropolitaine](#)

En 2019, 20 % de la population de Mayotte est concernée par un syndrome dépressif, soit deux fois plus qu'en France métropolitaine. Mayotte est ainsi, avec la Guyane, le département d'outre-mer le plus lourdement touché par ce trouble de l'humeur. Les femmes, les jeunes et les personnes âgées sont particulièrement concernés.

Source : Insee Analyses Mayotte n°31 – Février 2022

[Le Panorama Santé de l'ARS Mayotte](#)

Synthèse des données de santé et d'enquêtes objectivées disponibles à Mayotte selon quatre approches : en population générale, par principales thématiques, par grandes classes d'âge et par commune.

Source : ARS Mayotte – Juillet 2023

[Santé des jeunes de 10-12 ans : alimentation et indice de masse corporelle](#)

En 2019, chez les enfants de 10-12 ans scolarisés en classe de 6^e, on observe trois fois plus de filles touchées par le surpoids (16 %) que de garçons (5 %). Ces derniers sont deux fois plus concernés par l'insuffisance pondérale : 14 % contre 6 % chez les filles.

Source : ARS Mayotte – Septembre 2022

Nouvelle-Calédonie

[Chiffres-clés et données historiques sur la santé](#)

Evolution de l'état de santé de la population et du système de santé calédonien

Source : Isee – 2023

[Chiffres-clés et données historiques sur la protection sociale](#)

Présentation et évolution des différentes prises en charge au titre de la protection sociale.

Source : Isee – 2023

Wallis-et-Futuna

[Agence de santé](#)

Personnels de l'agence de santé, évolution des effectifs, activités de l'agence de santé de 2012 à 2020.

Source : STSEE – 2022

[Caisse des Prestations Sociales](#)

Les données de la Caisse Locale des compensations et prestations familiales de 2010 à 2022.

Source : STSEE – 2023

4.6 Enseignement, éducation (dont illettrisme), enseignement supérieur

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche 2022](#)

Le chapitre 10 présente de façon détaillée les principales statistiques propres aux départements et collectivités d'outre-mer. Les thématiques abordées spécifiquement

sont les élèves, les étudiants, les personnels, les diplômés délivrés dans les départements et régions d'outre-mer (DROM).

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie

Source : Depp, *Repères et références statistiques – Août 2022*

[L'état de l'École 2022](#)

La publication L'état de l'École présente une synthèse d'indicateurs statistiques qui apparaissent essentiels et pertinents pour analyser notre système éducatif et pour apprécier les politiques publiques mises en œuvre.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp – Octobre 2022

[Géo-éducation](#)

La Depp propose un outil de cartographie interactive pour visualiser de nombreux indicateurs sur l'éducation, à l'échelle de la commune, du département, de l'académie, de la région, ou encore des zonages d'études.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp - 2023

[Les indicateurs de résultats des collèges et des lycées 2022](#)

Indicateurs de résultats par lycée (taux de réussite, taux d'accès, taux de mentions) et indicateurs de valeur ajoutée des collèges publiés pour la première fois cette année.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp – Avril 2023

[L'indice de position sociale \(IPS\) : un outil statistique pour décrire les inégalités sociales entre établissements](#)

L'indice de position sociale (IPS) d'un collège est un indicateur qui résume les conditions socio-économiques et culturelles des familles des élèves qu'il accueille.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, *Note d'information n°23.16 – Mars 2023*

[Évolution de la mixité sociale des collèges](#)

Les collèges ont des compositions sociales très différentes, ce qui est régulièrement décrit comme un facteur renforçant les inégalités scolaires.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, *Note d'Information n°23.37 - Juillet 2023*

[77 435 élèves allophones nouvellement arrivés scolarisés en 2021-2022 : neuf sur dix bénéficient d'un soutien linguistique ou d'une scolarité dans un dispositif spécifique](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Depp, Note d'Information n° 23.23 - Juin 2023

[Les élèves du premier degré à la rentrée 2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Depp, Note d'information n°22.38 – Décembre 2022

[Les élèves du second degré à la rentrée 2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Depp, Note d'information n°22.39 – Décembre 2022

[L'apprentissage au 31 décembre 2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Depp, Note d'information - n°23.35 – Juillet 2023

[Insertion des jeunes après la voie professionnelle \(Inserjeunes\)](#)

Données de la voie professionnelle par établissement et formation : le taux d'emploi 6 mois après la sortie de l'établissement ; la valeur ajoutée de l'établissement ; le taux de poursuite d'études ; le taux d'interruption en cours de formation ; la part de contrats interrompus avant terme.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion
Source : Depp / Dares – Janvier 2023

[Parcoursup 2023 : les vœux des lycéens à l'entrée dans l'enseignement supérieur](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Sies, Note Flash n°2023-05 – Mai 2023

[Les bilans académiques de Parcoursup 2022](#)

Le bilan de la campagne Parcoursup 2022 permet d'avoir une vision territoriale de l'offre de formation et de la phase d'admission de Parcoursup.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Polynésie française
Source : Sies – Juin 2023

[Les effectifs d'étudiants dans le supérieur continuent leur progression en 2021-2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Sies, Note d'information n°22.14 – Décembre 2022

[Les étudiants inscrits en universités en 2021-2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Sies, Note Flash n°34 – Décembre 2022

[Les boursiers sur critères sociaux en 2021-2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Sies, Note Flash n°23 – Septembre 2022

[Open data de l'enseignement supérieur, recherche et innovation](#)

Plus d'une centaine de jeux de données avec une recherche par mots clés

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie

Source : MESR-Sies – 2023

[Journée défense et citoyenneté 2022 : plus d'un jeune Français sur dix en difficulté de lecture](#)

En 2022, 11,2 % des jeunes participants à la Journée défense et citoyenneté rencontrent des difficultés dans le domaine de la lecture. Près de la moitié d'entre eux peut être considérée en situation d'illettrisme. Les jeunes des DROM sont particulièrement concernés par les difficultés de lecture. En France métropolitaine, c'est dans la moitié nord que les difficultés de lecture sont les plus fréquentes.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, Note d'information n°23,22 - Juin 2023

[Recensement de la population](#) – Résultats 2020 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités... 7 thèmes accessibles, parmi lesquels :

- Diplômes, formation

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres-détaillés – Juin 2023

[Résultats statistiques des collectivités d'outre-mer](#)

Données du recensement de la population 2020 communales et infra-communales sur la formation.

Territoires : Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : Insee, Chiffres détaillés – Juin 2023

Guadeloupe

[Chiffres clés de la région académique de Guadeloupe 2022-2023](#)

Source : Académie Guadeloupe – 2023

Martinique

[L'académie en chiffres 2021-2022](#)

Source : Académie Martinique – 2023

[Effectifs des élèves du 1er degré public et privé à la rentrée 2022](#)

Source : Académie Martinique, BrefStat n°7 – Décembre 2022

[Effectifs des élèves du second degré public et privé à la rentrée 2022](#)

Source : Académie Martinique, BrefStat n°8 – Novembre 2022

Guyane

[La mobilité résidentielle des élèves en Guyane](#)

Source : Service statistique académique de Guyane, Note d'information n°5 – Juillet 2022

La Réunion

[Tableaux statistiques et notes d'informations statistiques](#)

Source : Académie La Réunion – 2023

Mayotte

[Chiffres clés de l'académie](#)

Source : Rectorat Mayotte – 2022

Polynésie française

[Chiffres-clés de l'université polynésienne](#)

Source : Université de la Polynésie française – 2023

Nouvelle-Calédonie

[Les bacheliers calédoniens en études supérieures](#)

De plus en plus de jeunes bacheliers en Nouvelle-Calédonie poursuivent des études dans l'enseignement supérieur français : 7 360 étudiants calédoniens en 2021, contre 7 100 l'année précédente (+3,7 %). Au niveau national sur la même période, l'effectif des étudiants augmente de 2,6 % (chiffre 2021 provisoire). En 2021, près de deux tiers des étudiants calédoniens (4 570 jeunes) suivent une formation sur le territoire, tandis qu'un autre tiers (2 460 jeunes) est scolarisé hors de Nouvelle-Calédonie.

Source : Isee, Synthèse n°65 – Mai 2023

[Les chiffres clés de l'éducation en Nouvelle-Calédonie](#)

Source : Vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie – 2023

Wallis-et-Futuna

[Les chiffres de l'éducation en 2023](#)

Source : STSEE – 2023

4.7 [Culture, sport, vie associative](#)

Publications concernant plusieurs DOM ou COM

[Atlas culture des territoires](#)

Un portrait de chaque région mobilisant des données géographiques, économiques et sociales pour décrire les territoires, ainsi que des données culturelles (offre, dépenses publiques, emploi et entreprises).

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Deps – 2023

[Langues et usages des langues dans les consommations culturelles en France](#)

L'enquête *Pratiques culturelles* permet de comparer les usages des langues de France dans les consommations culturelles où les compétences linguistiques sont aussi bien mobilisées que développées. Cette sixième édition de l'enquête fournit de nouvelles informations sur les dynamiques de socialisations linguistiques, qui articulent transmissions familiales et apprentissages scolaires.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Deps, Culture études 2023-3 – Mars 2023

[Chiffres clés, statistiques de la culture et de la communication : édition 2022](#)

Fiches et cartes par région ; fiches sur les pratiques culturelles dans les territoires ultramarins et sur l'usage des langues.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Deps – Décembre 2022

[Observatoire territorial du sport et de la jeunesse](#)

Outil interactif permettant de réaliser des cartes et de visualiser les indicateurs statistiques sur des zones géographiques paramétrables.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*

Source : *Injep – 2023*

[Les fiches régionales de la vie associative 2022](#)

Les tableaux régionaux de la vie associative synthétisent les principaux repères et chiffres-clés relatifs au secteur associatif dans chaque région. Ils ont été réalisés cette année par Recherches & Solidarités avec le soutien de l’Injep.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Injep, Fiches régionales – Octobre 2022*

[Recensement des licences et clubs sportifs 2021](#)

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna*

Source : *Injep – Juillet 2022*

La Réunion

[Une large diffusion de la langue créole et des musiques réunionnaises sur l’île](#)

La langue créole et les musiques réunionnaises sont deux éléments centraux de la culture à La Réunion : 81 % des Réunionnais de 15 ans et plus déclarent maîtriser la langue créole et, lorsqu’ils écoutent de la musique, 82 % écoutent notamment des musiques de La Réunion (séga, maloya...). Comparés aux habitants de France métropolitaine, les Réunionnais sont particulièrement nombreux à assister à des spectacles de rue. À l’inverse, l’écoute de la radio et de la télévision, ainsi que l’usage d’Internet sont moins répandus sur l’île.

Source : *Deps, Culture études 2022-5 – Juillet 2022*

[En 2019, près d’un habitant de La Réunion sur deux a visité un site du patrimoine](#)

En 2019, 300 000 Réunionnais, soit 45 % de la population de 15 ans ou plus, déclarent avoir visité un site du patrimoine. La plupart de ces visites se déroulent à La Réunion. Les sites les plus visités sont les monuments religieux, les parcs et jardins historiques ainsi que les quartiers historiques ou les villages de caractère. Les personnes très diplômées les visitent davantage que les autres.

Source : *Insee Flash Réunion n°230 – Juillet 2022*

Mayotte

[Mayotte, un territoire riche de ses langues et de ses traditions](#)

Le shimaoré et le kibushi sont les deux langues majoritairement parlées par les habitants de Mayotte. Moins répandu sur l'île, le français est surtout parlé par les jeunes, les personnes diplômées et les Français nés en dehors de Mayotte. Les habitants de Mayotte sont proportionnellement plus nombreux à déclarer lire des livres qu'à La Réunion, en partie du fait de l'importance des lectures religieuses. Les pratiques de la danse, du chant ou de la musique sont largement diffusées dans l'île, notamment avec le debaa, le shigoma, le m'biwi.

Source : Deps, Culture Études n°2022-4 – Juillet 2022

Nouvelle-Calédonie

[Chiffres clés Culture](#)

Pratiques culturelles, établissements et salariés

Source : Isee – Décembre 2022

4.8 Logement

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Recensement de la population](#) – Résultats 2020 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités... 7 thèmes accessibles, parmi lesquels :

- Logements

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : Insee, Chiffres-détaillés – Juin 2023

[Résultats statistiques des collectivités d'outre-mer](#)

Données du recensement de la population 2020 communales et infra-communales sur les logements et les résidences principales.

Territoires : *Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon*

Source : Insee, Chiffres détaillés – Juin 2023

[Construction de logements : résultats à fin juin 2023](#)

Logements autorisés et commencés, par région ; séries administratives par commune.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : SDES, Stat Info n°567 – Juillet 2023

[État du parc social de logements au 1^{er} janvier 2022](#)

Datavisualisation et publications régionales.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : SDES - Décembre 2022

Guadeloupe

[Le nombre de logements continue d'augmenter malgré le ralentissement démographique](#)

En 50 ans, la Guadeloupe a connu une forte expansion de l'habitat. La hausse du nombre de résidences principales est 5,6 fois plus rapide que celle de la population. Les besoins en nouveaux logements résultent de la diminution de la taille des ménages. En moyenne moins de personnes vivent dans un même logement en raison de la décohabitation. En parallèle il y a de plus en plus de logements vacants en Guadeloupe.

Source : Insee Flash Guadeloupe n°154 – Juin 2021

Martinique

[Une demande croissante de logements liée à la décohabitation](#)

En 50 ans, le nombre de logements en Martinique croît plus rapidement que la population sous l'effet de la décohabitation : le nombre moyen de personnes par résidence principale est divisé de moitié. Le nombre de résidences secondaires et de logements vacants en forte augmentation contribue aussi à cette hausse du nombre de logements.

Source : Insee Flash Martinique n°153 – Juin 2021

Guyane

[Une forte expansion du nombre de logements depuis 50 ans](#)

En 50 ans, le parc de logements en Guyane est en très forte expansion, en lien avec l'explosion démographique. Les maisons constituent la majeure partie des résidences principales. Les logements de petite surface sont deux fois plus nombreux que dans les autres DROM et en France métropolitaine. Cependant le nombre des logements de trois et quatre pièces progresse plus vite : ils forment plus de la moitié du contingent. Le parc est relativement récent et pour une très grande partie date d'après 1990.

Source : Insee Flash Guyane n°143 – Juin 2021

La Réunion

[Un parc de résidences principales dynamique dans les cinq EPCI de La Réunion](#)

En 2019, les ménages réunionnais occupent 338 100 logements à titre de résidences principales. Entre 2013 et 2019, leur nombre augmente deux fois plus rapidement qu'en France métropolitaine. Cette croissance est la plus élevée au Nord et la plus modérée à

l'Ouest. Au Nord, cette dynamique va de pair avec la hausse de la population. En revanche, dans les autres EPCI de l'île, dont la population stagne ou croît modérément, l'augmentation du nombre de résidences principales est principalement liée au phénomène de la décohabitation entraînant une baisse sensible du nombre de personnes par ménage.

Source : Insee Flash Réunion n°246 – Février 2023

Polynésie française

[Feti'i e Fenua : caractéristiques des logements des résidents polynésiens de 40 à 59 ans](#)

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1366 – Mars 2023

Nouvelle-Calédonie

[En 2021, le marché de l'immobilier plie mais ne rompt pas](#)

Après une certaine stabilité retrouvée en 2020, le marché de l'immobilier se dégrade de nouveau en 2021. Le nombre et le montant total des transactions ont même atteint leur plus bas niveau depuis huit ans.

Source : Isee, Synthèse n°61 – Octobre 2022

4.9 Justice et sécurité intérieure

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Justice : population écrouée/détenue](#)

Données trimestrielles nationales et par région et chapitres dédiés à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie. Une personne est comptabilisée dans les statistiques de milieu fermé lorsqu'elle fait l'objet d'une mise sous écrou.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*

Source : SDSE, Fichier statistique Genesis – Avril 2023

[Justice : les statistiques trimestrielles de milieu ouvert](#)

Données nationales et par région, en stock et en flux. Une personne est considérée comme placée sous main de justice en milieu ouvert, lorsqu'elle est suivie pour une mesure, sans être placée sous écrou.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : SDSE, Fichier statistique APPI – Mai 2023

[Les indicateurs statistiques pénaux](#)

Tous les trimestres, les tableaux détaillés des indicateurs statistiques pénaux fournissent des indicateurs tout le long de la chaîne pénale : affaires arrivées au parquet, orientations, poursuites, condamnations... Les indicateurs sont diffusés au niveau des juridictions et au niveau des départements.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDSE, Fichier statistique Cassiopée – Juillet 2023

[Insécurité et délinquance en 2022 : une première photographie](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française

Source : SSMSI, Interstats Analyse n°54 – Janvier 2023

[Insécurité et délinquance en 2021 : bilan statistique](#)

Le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure publie sa 6^e édition du bilan statistique « Insécurité et délinquance », sur l'année 2021.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Wallis-et-Futuna

Source : SSMSI, Interstats – Juin 2022

[Géographie de la délinquance à l'échelle communale en 2022](#)

La présente analyse est centrée sur les tous nouveaux indicateurs mis à disposition en mars 2023 : les destructions et dégradations volontaires, les indicateurs relatifs à l'Outre-mer et ceux concernant les arrondissements de Paris, Lyon et Marseille. Les communes d'outre-mer sont autant voire moins touchées que les communes métropolitaines de même taille pour dix des onze indicateurs analysés ici. Seuls les vols avec armes font exception.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SSMSI, Interstats Analyse n°56 – Mars 2023

[Bases statistiques communale et départementale de la délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie nationales](#)

Actualisation en continu.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SSMSI - 2023

[Cartes et graphiques sur la délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie nationales](#)

Datavisualisation de données par commune ou arrondissement

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SSMSI - 2023

[Les atteintes à l'environnement enregistrées par la police et la gendarmerie entre 2016 et 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SSMSI, Interstats Analyse n°46 – Mai 2022

[Les homicides en France de 2016 à 2021](#)

La répartition territoriale des homicides est relativement homogène concernant les homicides intrafamiliaux. En revanche, les unités urbaines de grandes tailles, hors agglomération parisienne, sont plus touchées que la moyenne par les homicides commis hors cadre familial, et les communes rurales ou les unités urbaines de moins de 5 000 habitants le sont nettement moins. Les taux départementaux d'homicides commis hors cadre familial varient très fortement, les départements d'outre-mer et de Corse affichant les taux les plus élevés, avec un taux 11 fois supérieur à la moyenne nationale en Guyane.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SSMSI, Interstats Analyse n°47 – Juin 2022

[Les violences sexuelles hors cadre familial enregistrées par les services de sécurité en 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SSMSI, Interstats Analyse n°52 – Novembre 2022

[Les violences physiques hors cadre familial enregistrées par les services de sécurité en 2021](#)

Les victimes des violences physiques hors cadre familial sont majoritairement des hommes (74 %) et beaucoup sont de jeunes adultes (47 % ont entre 15 et 34 ans). Ces violences se produisent surtout dans des espaces publics extérieurs (43 %), mais le lieu de commission de ces violences varie en fonction de l'âge et du sexe des victimes. Les départements d'outre-mer affichent les plus forts taux de victimes enregistrées par habitant, les autres taux variant selon le degré d'urbanisation du département.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SSMSI, Interstats Analyse n°58 – Avril 2023

[Bilan 2022 de la sécurité routière](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française

Source : ONISR, Bilan de l'accidentalité de l'année 2022 – Juin 2023

Mayotte

[Six habitants sur dix se sentent en insécurité](#)

L'ampleur de la délinquance génère un fort sentiment d'insécurité à Mayotte. Ainsi, six habitants sur dix se sentent en insécurité à leur domicile ou dans leur quartier. C'est plus particulièrement le cas des femmes et des victimes de vols ou de menaces. En

outré, quatre habitants sur dix renoncent souvent ou parfois à sortir de chez eux. Dans ce contexte, l'action des forces de l'ordre est très majoritairement jugée insuffisante.

Source : Insee Flash Mayotte n°127 – Novembre 2021

[Une délinquance hors norme](#)

La délinquance d'appropriation est particulièrement forte à Mayotte. En 2018 ou 2019, 18 % des ménages déclarent avoir été victimes d'un cambriolage ou d'un vol sans effraction, soit quatre fois plus qu'en France métropolitaine. De plus, les habitants de Mayotte sont personnellement trois fois plus victimes de vols avec ou sans violences. Les vols sont aussi plus souvent aboutis, les multi-victimes plus nombreuses et le recours à la violence ou aux menaces beaucoup plus fréquent que dans l'Hexagone.

Source : Insee Analyses Mayotte n°30 – Novembre 2021

Nouvelle-Calédonie

[Les violences intrafamiliales en Nouvelle-Calédonie : regard sur l'ampleur d'un phénomène social peu signalé](#)

En 2019 et 2020, en moyenne 14 500 personnes par an sont exposées à des violences physiques ou sexuelles – que l'agresseur soit connu ou non de la victime, soit 7,6 % des personnes âgées de 18 à 75 ans. Loin d'être un cadre protecteur, le milieu familial est un espace d'exposition aux violences notable. En effet, 2,3 % des personnes âgées de 18 à 75 ans indiquent avoir été agressées physiquement ou sexuellement par un membre de leur famille au cours des deux dernières années.

Source : Isee, Synthèse n°58 – Mai 2022

[La délinquance en Nouvelle-Calédonie, un sentiment d'insécurité confirmé par la réalité des faits](#)

Les calédoniens sont proportionnellement deux fois plus nombreux que les métropolitains à renoncer à sortir de chez eux et à déclarer se sentir en insécurité que ce soit à leur domicile, dans leur quartier, leur village ou leur tribu. En 2019 et 2020, la Nouvelle-Calédonie se démarque par un taux de victimation supérieur à celui de la France métropolitaine.

Source : Isee, Synthèse n°57 – Mai 2022

Wallis-et-Futuna

[Évolution des accidents survenus à Wallis & Futuna de 2000 à 2022](#)

Source : STSEE – 2023

4.10 Équipements et services dans les territoires

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Dénombrement des équipements en 2021 \(commerce, services, santé...\)](#)

La base permanente des équipements (BPE) est une source statistique qui fournit le niveau d'équipements et de services rendus à la population sur un territoire. Les résultats sont proposés sous forme de bases de données dans différents formats et pour des niveaux géographiques allant de la commune (ou l'Iris pour certaines bases) jusqu'à la région, en intégrant des zonages d'étude. L'offre comprend également des bases de données où de nombreux équipements sont géolocalisés.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres détaillés – Juillet 2022

4.11 Prix à la consommation

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Indice mensuel des prix à la consommation](#)

Résultats par regroupement de produits et produits détaillés (COICOP) – indicateurs sur chacun des 5 DROM.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Séries chronologiques – 2023

[En 2022, les prix restent plus élevés dans les DOM qu'en France métropolitaine, en particulier pour les produits alimentaires](#)

En 2022, les prix à la consommation sont plus élevés dans les départements d'outre-mer (DOM) qu'en France métropolitaine : de 9 % à La Réunion à 16 % en Guadeloupe. Pour tous les DOM, les écarts de prix ont augmenté par rapport à 2015.

Les écarts s'expliquent avant tout par la cherté des biens et en particulier des produits alimentaires, pour lesquels les prix payés par les ménages sont de 30 % à 42 % plus élevés. Les écarts sont plus faibles pour les services, qui restent cependant globalement plus chers Outre-mer, notamment les services de communication.

Ces comparaisons se font sur la base d'une méthode tenant compte des différences de paniers de consommation moyens entre chaque DOM et la France métropolitaine.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Première n°1958 – Juillet 2023

Guadeloupe

[En Guadeloupe, les produits alimentaires sont 42 % plus chers qu'en France métropolitaine](#)

En 2022, l'écart de prix entre la Guadeloupe et la France métropolitaine atteint +16 %. Cet écart prend en compte les différences de mode de consommation des ménages selon les territoires et est en légère hausse par rapport à 2015. L'écart de prix est particulièrement élevé pour l'alimentation (+42 %), l'un des premiers postes de consommation des Guadeloupéens. Les prix de la santé, qui représentent 14 % des dépenses d'un ménage guadeloupéen, sont également plus élevés de 16 %. L'écart de prix pour les services de communication est particulièrement élevé avec la France métropolitaine (+36 %). En revanche, les écarts de prix sont moins accentués pour le logement et les transports.

Source: Insee Analyses Guadeloupe n°73 – Juillet 2023

[L'indice des prix à la consommation en Guadeloupe](#)

En [juin 2023](#), en Guadeloupe, les prix à la consommation diminuent (-0,2 %), après une baisse identique le mois précédent. Les prix de l'alimentation sont en hausse (+1,0 %) et ceux des produits manufacturés augmentent faiblement (+0,1 %). Les prix des services sont en légère baisse (-0,1 %), tandis que ceux de l'énergie diminuent plus fortement (-3,4 %). Sur un an, les prix augmentent de 2,6 % en Guadeloupe contre 4,5 % pour l'ensemble de la France.

Source: Insee Flash Guadeloupe n°188 – Juillet 2023

Martinique

[En Martinique, les produits alimentaires sont 40 % plus chers qu'en France métropolitaine](#)

En 2022, l'écart de prix entre la Martinique et la France métropolitaine atteint +14 %. Cet écart prend en compte les différences de mode de consommation des ménages selon les territoires et est en légère hausse par rapport à 2015. L'écart de prix est particulièrement élevé pour l'alimentation (+40 %), l'un des premiers postes de consommation des Martiniquais. Les prix de la santé, qui représentent 12 % des dépenses d'un ménage martiniquais, sont également plus élevés de 13 %. L'écart de prix pour les services de communication est particulièrement élevé avec la France métropolitaine (+37 %).

Source: Insee Analyses Martinique n°63 – Juillet 2023

[L'indice mensuel des prix à la consommation en Martinique](#)

En [juin 2023](#), en Martinique, les prix à la consommation sont stables (-0,1 %). Les hausses des prix des produits manufacturés (+0,4 %), de l'alimentation et des services (+0,2 % chacun) font face à la baisse des prix de l'énergie (-3,4 %). Sur un an, les prix augmentent de 2,6 % pour la Martinique, contre 4,5 % pour la France entière.

Source: Insee Flash Martinique n°187 – Juillet 2023

Guyane

[En Guyane, les produits alimentaires sont 39 % plus chers qu'en France métropolitaine](#)

En 2022, l'écart de prix entre la Guyane et la France métropolitaine atteint +14 %. Cet écart prend en compte les différences de mode de consommation des ménages selon les territoires et est en légère hausse par rapport à 2015. L'écart de prix est particulièrement élevé pour l'alimentation (+39 %), l'un des premiers postes de consommation des Guyanais. Les prix de la santé, qui représentent 9 % des dépenses d'un ménage guyanais, sont plus élevés de 17 %. L'écart de prix pour les services de communication est particulièrement élevé avec la France métropolitaine (+35 %). En revanche, les écarts de prix sont moins accentués pour le logement et les transports.

Source : Insee Analyses Guyane n°63 – Juillet 2023

[L'indice mensuel des prix à la consommation en Guyane](#)

En [juin 2023](#), en Guyane, les prix à la consommation sont stables (+0,1 % après +0,3 % le mois précédent). Les prix augmentent dans le secteur de l'alimentation (+1,1 %) et des services (+0,4 %). Les prix des produits manufacturés sont stables alors que ceux de

l'énergie sont en baisse (-3,0 %). Sur un an, les prix progressent de 2,1 % en Guyane, contre 4,5 % pour la France entière.

Source : Insee Flash Guyane n°174 – Juillet 2023

La Réunion

[Des prix plus élevés de 9 % à La Réunion, jusqu'à 37 % pour l'alimentaire - comparaison des prix avec la France métropolitaine en 2022](#)

En 2022, les prix sont plus élevés de 9 % à La Réunion par rapport à la France métropolitaine. D'une part, acheter un panier de biens et services composé selon les habitudes de consommation d'un ménage vivant en France métropolitaine coûte 12 % plus cher sur l'île que dans l'Hexagone. D'autre part, acheter à La Réunion un panier reflétant les habitudes locales de consommation coûte 6 % plus cher que s'il était acheté dans l'Hexagone. L'alimentation explique en premier lieu cet écart des prix entre les deux territoires. Se nourrir coûte en effet bien plus cher sur l'île que dans l'Hexagone (+37 %).

Source : Insee Analyses Réunion n°83 – Juillet 2023

[L'indice des prix à la consommation à La Réunion](#)

En [juin 2023](#), les prix à la consommation diminuent de 0,3 % à La Réunion, après une hausse de 0,3 % en mai. Les prix de l'énergie poursuivent leur baisse entamée en mai. Les prix des produits manufacturés diminuent également, tandis que les prix des services sont stables. Les prix des produits alimentaires sont quasi stables et ceux du tabac continuent à augmenter. Sur un an, les prix augmentent de 2,0 % à La Réunion, soit nettement moins qu'en France (+4,5 %), et moins qu'au cours des précédents mois.

Source : Insee Flash Réunion n°256 – Juillet 2023

Mayotte

[À Mayotte, des prix plus élevés de 10 %, jusqu'à 30 % pour l'alimentaire – comparaison des prix avec la France métropolitaine en 2022](#)

En 2022, les prix sont plus élevés de 10 % à Mayotte par rapport à la France métropolitaine (hors loyers). L'écart de prix avec l'Hexagone est plus marqué qu'à La Réunion, mais moins qu'aux Antilles et en Guyane. D'une part, acheter un panier de biens et services composé selon les habitudes de consommation d'un ménage vivant en France métropolitaine coûte 18 % plus cher à Mayotte que s'il était acheté dans l'Hexagone. D'autre part, acheter un panier reflétant les habitudes mahoraises de consommation coûte 3 % plus cher à Mayotte qu'en France métropolitaine. L'écart des prix entre le territoire mahorais et l'Hexagone s'explique en premier lieu par la cherté des produits alimentaires : ils coûtent 30 % de plus à Mayotte.

Source : Insee Analyses Mayotte n°34 – Juillet 2023

[L'indice des prix à la consommation à Mayotte](#)

Entre avril et [juin 2023](#), les prix à la consommation sont stables à Mayotte. Les prix des services et du tabac augmentent, tandis que ceux de l'énergie et des produits manufacturés reculent. Les prix des produits alimentaires augmentent très légèrement. Sur un an, de juin 2022 à juin 2023, les prix augmentent de 4,2 % à Mayotte, plus modérément qu'au cours des quatre premiers mois de l'année. Au niveau national, les prix augmentent de 4,5 % sur un an.

Source : Insee Flash Mayotte n°159 – Juillet 2023

Polynésie française

[Bilan des prix 2022](#)

En 2022, les prix à la consommation augmentent de 8,5 % en glissement annuel en Polynésie française. La hausse des prix est la plus élevée au sein des produits et services répondant aux besoins essentiels de se nourrir, se loger, se déplacer. En conséquence, les ménages les plus modestes subissent plus fortement l'inflation du fait de l'importance de ces produits dans leurs dépenses. Cette tendance inflationniste s'inscrit dans un contexte mondial induit notamment par des difficultés d'approvisionnement en matières premières, la relance économique mondiale, les dernières vagues de Covid-19 en Asie ou encore la guerre en Ukraine.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1371 – Juin 2023

[L'évolution des prix de 2011 à septembre 2022](#)

Sur les neuf premiers mois de l'année 2022, les ménages polynésiens subissent une augmentation importante des prix de leurs achats avec +5,5 % en moyenne annuelle par rapport à l'ensemble de l'année 2021. Cette forte inflation, concernant l'ensemble des produits consommés aussi bien au Fenua que dans le reste du monde, n'a plus été observée depuis le milieu des années 1980. Malgré une stabilité globale des prix entre

2007 et 2021, ceux de l'alimentaire progressent de façon continue depuis plus de dix ans.

Source : ISPF, Points Etudes et Bilans n°1351 – Novembre 2022

[Indice des prix à la consommation](#)

En juin 2023, l'indice des prix à la consommation baisse de 0,4 % et s'établit à 109,50. Cette diminution s'explique essentiellement par la baisse des prix des produits alimentaires (-1,3 %), à travers la baisse saisonnière des prix des produits de la mer (-12,9 %), et la baisse des prix réglementés des carburants (-4,6 %) intervenue au 1er juin. Entre juin 2022 et juin 2023, l'indice général des prix à la consommation augmente de 3,8 %. En moyenne sur les douze derniers mois, cette variation est de +6,4 %.

Source : ISPF, Points conjoncture Prix n°7 – Juillet 2023

Nouvelle-Calédonie

[Indice mensuel des prix à la consommation](#)

En [juin 2023](#), les prix à la consommation des ménages se stabilisent après avoir enregistré deux mois consécutifs de hausse (+0,5 % en avril et +0,4 % en mai). Les baisses de prix de l'alimentation et de l'énergie (-0,6 %) s'équilibrent avec la croissance des prix des services (+0,5 %). Par ailleurs, les prix des produits manufacturés se maintiennent (-0,1 %) et ceux du tabac n'évoluent pas. Sur un an, l'indice général augmente de 1,9 %.

Source : Isee, Conjoncture – Juillet 2023

Wallis-et-Futuna

[L'indice trimestriel des prix à la consommation à Wallis-et-Futuna](#)

Source : STSEE – 2023

Saint-Martin

[À Saint-Martin, les produits alimentaires sont 47 % plus chers qu'en France métropolitaine](#)

En 2022, l'écart de prix entre Saint-Martin et la France métropolitaine atteint +12 %. Cet écart masque toutefois des disparités selon les postes de dépenses. L'écart de prix est particulièrement élevé pour l'alimentation (+47 %). Les écarts de prix liés aux services de communication sont également très élevés par rapport à la France métropolitaine (+43 %). Les prix de la santé sont plus élevés de 11 %. Ils sont relativement moins accentués pour le logement (+21 %). Les prix du transport sont moins chers (-13 %).

Source : Insee Flash Guadeloupe n°187 – Juillet 2023

Saint-Pierre-et-Miquelon

[L'indice trimestriel des prix à la consommation à Saint-Pierre-et-Miquelon](#)

Au cours du [deuxième trimestre 2023](#), le niveau général des prix à la consommation des ménages de Saint-Pierre et Miquelon a augmenté de 0,15 % (+0,16 % hors tabac).

Source : Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon – Juillet 2023

4.12 Activité productrice et démographie des entreprises

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Le rythme des créations d'entreprises ralentit en 2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Première n°1936 – Février 2023

[Aux Antilles, une plus grande mixité en termes de genre et d'âge est associée à une meilleure performance économique des entreprises](#)

Le marché du travail antillais connaît depuis deux décennies la féminisation et le vieillissement de la population active. Il se caractérise par une présence forte des très petites entreprises qui concentrent un tiers des salariés. C'est dans le secteur des services, où le revenu généré par le capital est important, que les femmes sont le plus présentes. Elles représentent en moyenne la moitié des salariés. Par ailleurs, les performances économiques des entreprises sont meilleures lorsque la répartition par âge est homogène au sein des effectifs salariés.

Territoires : Guadeloupe, Martinique

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°60 – Décembre 2022

[Démographie des entreprises et des établissements pour les années 2006 à 2021](#)

Fichiers détail sur les créations et les stocks d'entreprises et d'établissements, par région, département, commune.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres détaillés (répertoire des entreprises et des établissements) – Juillet 2023

[Démographie des entreprises et des établissements pour l'année 2022](#)

Fichier annuel de créations d'entreprises et d'établissements issu du dispositif SIDE. Il sera complété ultérieurement par des fichiers de stocks d'unités légales et d'établissements. Données par région et département.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres détaillés (système d'information sur la démographie d'entreprises) – Juillet 2023

Guadeloupe

[Les entreprises de Guadeloupe résistent à la crise sanitaire de 2020](#)

En 2020, l'activité des unités légales guadeloupéennes baisse avec un recul du chiffre d'affaires de 3,7 %. La crise sanitaire impacte les performances financières des unités légales du territoire, notamment dans les secteurs de l'hébergement, la restauration et les transports. Leur capacité à générer de la valeur ajoutée baisse fortement entraînant un déséquilibre dans le partage de la richesse en défaveur des entrepreneurs. Cependant, aidés par les mesures de l'État, les entrepreneurs prennent des mesures financières pour atténuer les effets de la crise en augmentant leur trésorerie. Ces aides permettent également de limiter les mises en liquidation judiciaire en 2020.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°64 – Février 2023

[En Guadeloupe, quatre entreprises pérennes sur dix se sont développées](#)

Près de 65 % des entreprises créées en 2014 sont encore actives cinq ans après, soit un taux légèrement supérieur à celui de la France métropolitaine. Le statut de l'entreprise et l'expérience du créateur sont des facteurs importants pour la pérennité de l'entreprise. Celles qui se sont davantage développées que les autres, les entreprises « dynamiques », représentent quatre entreprises sur dix. Les secteurs de la santé humaine, des activités scientifiques et techniques, de la réparation automobile et du commerce de détail sont les plus propices à leur essor.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°59 – Novembre 2022

Martinique

[En 2020, les entreprises martiniquaises sont résilientes à la crise sanitaire](#)

En 2020, l'activité des entreprises martiniquaises baisse avec un recul du chiffre d'affaires de 5,6 %. La crise sanitaire impacte les performances financières des unités légales du territoire, notamment dans les secteurs de l'hébergement, la restauration et les transports. Leur capacité à générer de la valeur ajoutée baisse fortement mais le partage de la richesse reste en faveur des entrepreneurs. Ces derniers prennent des mesures financières pour atténuer les effets de la crise en augmentant leur trésorerie. Les mesures d'aides de l'État permettent par ailleurs de limiter les mises en liquidation judiciaire en 2020.

Source : Insee Analyses Martinique n°59 – Février 2023

[La Martinique est la région française où le taux de pérennité à cinq ans est le plus élevé](#)

En 2019, près de 73 % des entreprises créées en 2014 sont encore actives. La Martinique est la région française où le taux de pérennité à cinq ans est le plus élevé. Le statut de l'entreprise et l'expérience du créateur sont les principaux facteurs explicatifs de la pérennité de l'entreprise. Un entourage entrepreneurial favorise à la fois la création, la pérennité et le développement. Les entreprises « dynamiques », celles qui se sont davantage développées que les autres, représentent une entreprise pérenne

sur cinq. Les secteurs des activités immobilières, des transports, la santé humaine, l'enseignement et le commerce de détail sont les plus propices à leur essor.

Source : Insee Analyses Martinique n°57 – Novembre 2022

Guyane

[En 2020, l'activité des entreprises se maintient en Guyane malgré la crise sanitaire](#)

En 2020, le climat des affaires en Guyane se maintient avec une hausse du chiffre d'affaires de 0,6 %. La crise sanitaire dégrade les performances financières des unités légales du territoire, notamment dans les secteurs de l'hébergement, la restauration et les transports. Leur capacité à générer de la valeur ajoutée baisse légèrement mais le partage de la richesse reste en faveur des entrepreneurs. Facilité par les mesures d'aides de l'État, les entrepreneurs prennent des mesures financières pour atténuer les effets du confinement de la population sur leur activité en augmentant leur trésorerie. Ces aides permettent également de limiter les mises en liquidation judiciaire en 2020.

Source : Insee Analyses Guyane n°62 – Février 2023

[En Guyane, six entreprises créées en 2014 sur dix sont pérennes](#)

Six entreprises créées en 2014 sur dix sont encore actives cinq ans après leur naissance, soit un taux comparable à celui de la France métropolitaine. Le statut de l'entreprise et l'expérience du créateur sont des facteurs très importants pour la pérennité de l'entreprise. Celles qui se sont davantage développées que les autres, les entreprises « dynamiques », représentent une entreprise pérenne sur cinq. Les secteurs des transports et des activités de services administratifs et de soutien sont les plus propices à leur essor.

Source : Insee Analyses Guyane n°61 – Novembre 2022

La Réunion

[Davantage de femmes entrepreneures, mais toujours dans peu de secteurs](#)

À La Réunion, en 2018, 37 % des entrepreneurs sont des femmes, soit un niveau proche de la moyenne nationale. Cette part augmente lentement (32 % en 2010). L'entrepreneuriat féminin reste fortement concentré dans le commerce, la santé et les services aux ménages. Les professions libérales sont nombreuses parmi les entrepreneures. La pérennité à cinq ans des entreprises qu'elles ont créées en 2014 est sensiblement inférieure à celle des entreprises créées par des hommes.

Source : Insee Analyses Réunion n°80 – Février 2023

[Les entreprises réunionnaises créent 7,5 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2020](#)

En 2020, les entreprises réunionnaises marchandes, hors secteurs agricoles et financiers, créent 7,5 milliards d'euros de valeur ajoutée, pour un chiffre d'affaires de

25,5 milliards d'euros. Leur investissement s'élève à 2 milliards d'euros. Il est très fortement concentré : 5 % des entreprises réalisent 93 % de l'investissement.

Source : Insee Flash Réunion n°241 – Décembre 2022

[Le complexe industrialo-portuaire de La Réunion génère 5 700 emplois salariés en 2019](#)

En 2019, les 355 entreprises du complexe industrialo-portuaire de La Réunion emploient 5 670 salariés, dont 55 % dans le domaine maritime. Elles génèrent une valeur ajoutée de 571,3 millions d'euros, dont 60 % dans le domaine non maritime. Les trois quarts des entreprises liées au port en 2016 sont toujours en activité en 2019. Entre 2016 et 2019, les effectifs salariés des entreprises du complexe industrialo-portuaire progressent fortement, de 3,3 % en moyenne par an, à un rythme près de trois fois supérieur à celui de l'emploi salarié total à La Réunion.

Source : Insee Analyses Réunion n°81 – Mai 2023

Mayotte

[Les entreprises mahoraises formelles créent 610 millions d'euros de valeur ajoutée en 2019](#)

En 2019, les entreprises mahoraises formelles marchandes non agricoles et non financières créent 610 millions d'euros de valeur ajoutée pour un chiffre d'affaires de 2,1 milliards d'euros. Quatre secteurs – le commerce de détail, l'industrie, la construction et les services aux entreprises – sont à l'origine de 61 % de la valeur ajoutée générée par ces entreprises. Porté par l'industrie et les activités immobilières, l'investissement de ces entreprises s'élève à 179 millions d'euros. Il se concentre sur un nombre réduit d'entreprises : 5 % d'entre elles réalisent 89 % de l'investissement.

Source : Insee Flash Mayotte n°148 – Décembre 2022

[Nouveau record d'entreprises créées en 2021 et essor du micro-entrepreneuriat](#)

En 2021, le nombre de créations d'entreprises augmente encore fortement à Mayotte : 1 802 entreprises sont créées, soit 33 % de plus que le précédent point haut de 2020. Les créations sont notamment stimulées par la mise en place du statut de micro-entrepreneur courant 2020. Dans le même temps, le nombre de créations sous forme sociétaire augmente de nouveau fortement. Les créations sont particulièrement dynamiques dans les services, où le micro-entrepreneuriat est le plus répandu. En 2021, 47 % des créateurs d'entreprises individuelles sont des femmes.

Source : Insee Flash Mayotte n°136 – Mai 2022

Polynésie française

[Les créations d'entreprises en 2021](#)

En 2021, le nombre de création d'entreprises nouvelles dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (dit champ ICS) augmente de 15 % par rapport à 2020. Le stock total d'entreprises actives progresse consécutivement de 7 %.

Malgré la crise liée au Covid-19, les créations sont en hausse dans tous les secteurs d'activités.

Source : ISPF, Points Etudes et Bilans n°1344 – Octobre 2022

[Le secteur du bâtiment et travaux publics en 2021](#)

En 2021, l'activité du secteur du Bâtiment et des travaux publics (BTP) progresse fortement. Le chiffre d'affaires du secteur augmente de 8,5 % grâce à l'activité soutenue de la construction de bâtiments (+ 2,9 milliards de F.CFP) et des travaux de construction spécialisés. Le nombre de salariés dans la construction est en hausse pour la septième année consécutive (+ 5,1 % par rapport à l'année précédente) et s'établit à près de 5 480 emplois salariés, soit très proche du niveau record de 2009 avec 5 640 emplois.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1322 – Mai 2022

Nouvelle-Calédonie

[La démographie des entreprises](#)

Tableaux sur la démographie des entreprises du secteur marchand de 1995 à 2023.

Source : Isee, Séries statistiques – 2023

4.13 Recherche et développement

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Open data de l'enseignement supérieur, recherche et innovation](#)

Plus d'une centaine de jeux de données avec une recherche par mots clés.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie*

Source : MESR – Sies – 2023

4.14 Tourisme

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Activité dans le tourisme : suivi des impacts de la crise sanitaire Covid-19](#)

Indicateurs 2020-2022 et publications nationales et régionales.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : Insee, Chiffres détaillés – Novembre 2022

[Tourisme en 2023](#)

Hébergements touristiques – Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres détaillés – Février 2023

[Une saisonnalité très faible de l'emploi touristique dans les départements d'outre-mer](#)

En 2019, l'emploi touristique représente 10 % de l'emploi marchand en Martinique et 8 % en Guadeloupe, soit davantage que pour l'ensemble de la France (6 %). Cette part est de 6 % à La Réunion et de 4 % en Guyane. En Outre-mer, avec un climat favorable et des attraits touristiques tout au long de l'année, cet emploi est très peu saisonnier, contrairement aux départements métropolitains les plus comparables. Le commerce de détail est le premier secteur employeur pour les emplois liés à la présence de touristes (plus de quatre emplois touristiques sur dix), devant l'hébergement-restauration (trois sur dix).

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee Focus n°295 – Avril 2023

Guadeloupe

[8 000 emplois liés au tourisme en Guadeloupe en 2019](#)

Les activités liées au tourisme regroupent 8 000 emplois salariés ou non salariés en 2019. Les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration rassemblent un tiers de ces emplois. Ces deux secteurs génèrent 144 millions d'euros de valeur ajoutée. Si la crise sanitaire fait baisser de moitié les nuitées dans les hôtels, les réservations de meublés de tourisme hébergés sur des plateformes résistent bien, au point de représenter plus d'une nuitée sur deux en 2021. La crise de la Covid-19 modifie les habitudes des touristes qui restent plus longtemps durant leurs séjours.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°65 – Février 2023

La Réunion

[Juillet-août 2022 à La Réunion : une fréquentation touristique largement au-dessus de son niveau d'avant la crise sanitaire](#)

À La Réunion, au cœur de l'hiver austral 2022, la fréquentation des hôtels et autres hébergements collectifs touristiques dépasse largement celle d'avant la crise sanitaire (+10 % en juillet et août par rapport à la même période de 2019). Elle est portée majoritairement par la clientèle française, résidente à La Réunion ou dans l'Hexagone. Avec une fréquentation en hausse, le chiffre d'affaires des structures d'hébergement et de restauration augmente fortement sur la période.

Source : Insee Flash Réunion n°240 – Novembre 2022

[En 2019, quatre Réunionnais sur dix sont partis en vacances](#)

En 2019, 39 % des habitants de La Réunion de 15 ans ou plus déclarent être partis en vacances au cours des 12 derniers mois. C'est nettement moins que dans l'Hexagone (66 %). Les départs en vacances sont d'autant plus fréquents que le niveau de diplôme est élevé. Près d'un Réunionnais de 15 ans ou plus sur deux est parti en week-end au cours des 12 derniers mois. Ce sont les plus jeunes qui partent les plus souvent en week-end, ainsi que les plus diplômés. L'Hexagone et l'Île Maurice sont les deux destinations les plus fréquentes.

Source : Insee Flash Réunion n°236 – Octobre 2022

[Le tourisme à La Réunion : un secteur mature porté par la clientèle locale](#)

Estimée à 1,8 milliard d'euros en 2019 à La Réunion, la consommation du tourisme intérieur reste dynamique entre 2010 et 2019. Néanmoins, cette progression ralentit par rapport à la période 2005-2010, en raison d'une forme de maturité des dépenses touristiques des Réunionnais, avec un poids dans leurs revenus identique à celui observé en France entière. La prédominance de la clientèle locale dans l'industrie touristique se renforce en 2019.

Source : Cerom – Juillet 2022

Mayotte

[En 2019, seul un habitant de Mayotte sur cinq est parti en vacances](#)

À Mayotte, en 2019, 33 000 personnes déclarent être parties en vacances au cours des 12 derniers mois, soit 21 % de la population de 15 ans ou plus. C'est nettement moins que les habitants de l'Hexagone (66 %) et que ceux de La Réunion (39 %). Bénéficiant le plus souvent d'une plus grande aisance financière, les personnes diplômées et celles natives de France hors Mayotte partent davantage en vacances.

Source : Insee Flash Mayotte n°144 – Octobre 2022

[En 2022, la fréquentation hôtelière dépasse son niveau d'avant la crise sanitaire](#)

En 2022, la fréquentation hôtelière à Mayotte dépasse son niveau de 2019. En 2020, la fréquentation avait chuté en raison de la crise sanitaire de la Covid-19, avant de reprendre progressivement en 2021. En 2022, l'offre de chambres est supérieure à celle de 2019. Il en va de même pour le taux d'occupation des chambres, qui s'élève à 74 % en 2022 contre 69 % en 2019.

Source : Insee Flash Mayotte- n°158 – Juin 2023

Polynésie française

[Le bilan du tourisme de l'année 2021](#)

Malgré une progression de 7 % des effectifs touristiques, l'année 2021 est encore marquée par les différentes restrictions en matière de déplacement et les fermetures

de certaines destinations. Grâce à l'allègement des contraintes sanitaires aux États-Unis et en France métropolitaine, la fréquentation touristique de ces deux pays se rapproche du niveau de 2019 sur le dernier trimestre.

Source : ISPF, Points Etudes et Bilans n°1340 – Septembre 2022

[Tableau de bord Tourisme du quatrième trimestre 2022](#)

Au quatrième trimestre 2022, la Polynésie française a accueilli 65 995 touristes, soit une progression de 89 % par rapport à l'année précédente. L'ensemble des types de tourisme, terrestres ou flottants, marchands ou non marchands, progresse ce trimestre. Même si la durée moyenne de séjour recule sur un an, elle reste encore près de 0,8 jour plus élevée ce trimestre qu'en 2019.

Source : ISPF, Points conjoncture n°1377 – Juin 2023

Nouvelle-Calédonie

[En 2022, la Nouvelle-Calédonie retrouve 60 % de sa clientèle touristique d'avant crise sanitaire](#)

En 2022, 78 850 touristes internationaux se sont rendus sur le territoire. En atteignant 60 % de son niveau de 2019 - dernière année de pleine activité avant la pandémie de Covid-19 - le niveau de fréquentation a dépassé les objectifs de reprise, fixés par les professionnels à 25 % pour l'année 2022.

Source : ISEE, Conjoncture – Avril 2023

[Principales données sur le tourisme](#)

Données de conjoncture concernant le tourisme.

Source : Isee – 2023

4.15 Énergie

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Bilans énergétiques des départements d'outre-mer de 2013 à 2020](#)

Présentation des données des bilans énergétiques de chacun des cinq DOM de 2013 à 2020. Ces bilans énergétiques physiques détaillent la production et la consommation d'énergie, toutes énergies confondues.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDES – Avril 2022

[Chiffres clés des énergies renouvelables - Édition 2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : SDES – Septembre 2022

[Bilan énergétique de la France pour 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : SDES – Mars 2023

[Données locales de consommation d'énergie](#)

Des données relatives aux consommations annuelles d'électricité sont mises à disposition par le SDES, sur les DROM. Ces jeux sont les données les plus fines qu'il est possible de mettre à disposition du public dans le respect de la réglementation sur la protection des données personnelles et commercialement sensibles.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : SDES – Décembre 2022

Guadeloupe

[Chiffres clés de l'énergie 2021](#)

La dépendance de la Guadeloupe aux énergies importées et fossiles (carburants pétrolier, fioul, charbon, butane) reste très importante : elle s'établit à 66 %. Elle est néanmoins en baisse régulière depuis 10 ans, grâce à l'insertion progressive de davantage d'énergies renouvelables dans le mix électrique. En 2021, la Guadeloupe n'a jamais produit autant d'électricité à partir d'énergies renouvelables : près de 560 GWh.

Source : OREC Guadeloupe – Septembre 2022

La Réunion

[Bilan énergétique 2021 de l'île de La Réunion](#)

Source : Observatoire Énergie Réunion – Novembre 2022

Polynésie française

[Bilan énergétique de la Polynésie française, édition 2021](#)

Source : Observatoire polynésien de l'énergie - 2022

Wallis-et-Futuna

[L'eau et les hydrocarbures](#)

Source : STSEE, Statistiques diverses – 2023

4.16 Environnement – développement durable

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Chiffres clés des énergies renouvelables - Édition 2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDES – Septembre 2022

[Indicateurs de l'Observatoire national de la biodiversité](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie

Source : Observatoire national de la biodiversité - 2022

[Indicateurs sur la biodiversité Outre-mer](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie

Source : Le Compteur de la biodiversité Outre-mer - 2022

[Bilan de la qualité de l'air extérieur en France en 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDES – Octobre 2022

[Qualité des eaux de baignade en mer en 2021, évolution depuis 2013](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Commissariat général au développement durable – Octobre 2022

[Les prélèvements d'eau douce par usages et par ressources](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Commissariat général au développement durable – Mars 2023

[Indicateurs territoriaux de développement durable](#)

Les données des indicateurs territoriaux correspondant aux 17 objectifs de développement durable sont mises à disposition dans sept bases de données, chacune pour un niveau géographique, notamment communes, départements, régions.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres détaillés – Janvier 2023

[ODDetT - Indicateurs territoriaux de développement durable](#)

Visualisation des indicateurs de développement durable dans les territoires

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Commissariat général au développement durable - 2023

[Les protections des espaces naturels terrestres et marins en France en 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie
Source : SDES, UMS Patrinat et OFB – Septembre 2021

La Réunion

[Les défis économiques, sociaux et environnementaux du XXI^e siècle à La Réunion](#)

Malgré son dynamisme, le développement économique et social de La Réunion marque encore le pas. La richesse créée par habitant est inférieure de 37 % à celle de la France métropolitaine. La pauvreté, monétaire ou au sens des privations matérielles et sociales, touche trois fois plus de personnes. L'emploi y est plus rare, avec des inégalités de revenus plus élevées. Le développement économique pose aussi la question de sa soutenabilité environnementale, avec notamment l'enjeu de contenir l'artificialisation des sols, déjà particulièrement élevée sur la bande littorale.

Source : Insee Analyses Réunion n° 66 – Décembre 2021

Polynésie française

[Rapport de suivi des objectifs de développement durable en Polynésie française](#)

Source : ISPF, Points Référence n°1300 – Juillet 2021

4.17 Transports

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Données sur le parc de véhicules en circulation au 1er janvier 2022](#)

Les données de 2011 à 2022 à l'échelon national, régional et communal concernent les voitures particulières, les véhicules utilitaires légers, les poids lourds et les autobus et autocars.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : SDES – octobre 2022

[Données sur les immatriculations de véhicules neufs et d'occasion en 2022](#)

Données à l'échelon national, régional, départemental et communal. Des données relatives au statut de l'utilisateur complètent aussi les informations sur les véhicules particuliers à l'échelon communal.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : SDES – Mars 2023

[Trafic aérien commercial année 2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna

Source : DGAC, Bulletin statistique – Juillet 2023

[Résultats d'activité des aéroports français en 2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie

Source : Union des aéroports français et francophones associés – 2023

Guyane

[Rapport d'activité 2021 du Grand Port Maritime de Guyane](#)

Si 2020 a été l'année de la résilience, 2021 s'est placé sous le signe de la coopération.

Source : Grand port maritime de Guyane – Octobre 2022

Polynésie française

[Le fret international en Polynésie française de 2015 à 2021](#)

Les importations représentent plus d'un tiers du produit intérieur brut (PIB) polynésien. Conjugué à l'isolement du Pays, cet aspect rend prégnant les coûts du transport de marchandises sur l'économie locale. En hausse de 43 % entre 2015 et 2021, ces coûts représentent en moyenne quatre fois ceux observés en France métropolitaine et même 17 % de la valeur des importations en 2021.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1316 – Mars 2022

[Les déplacements domicile-travail et domicile-études en Polynésie française](#)

En 2017, 82 311 Polynésiens occupent un emploi hors de leur domicile et 63,0 % d'entre eux quittent leur commune de résidence pour se rendre sur leur lieu de travail. Les déplacements domicile-travail en dehors de l'île de résidence se font pour la majorité de Moorea vers Tahiti et représentent 1,25 % des actifs occupant un emploi. Les élèves et les étudiants scolarisés (hors internat) sont au nombre de 69 914 et 44,4 % d'entre eux quittent leur commune de résidence pour se rendre dans leur établissement scolaire.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1331 – Juillet 2022

Nouvelle-Calédonie

[Chiffres-clés du secteur transport](#)

Indicateurs, données historiques, transport de marchandises et de voyageurs.

Source : Isee – 2023

Wallis-et-Futuna

[Statistiques diverses sur le transport](#)

Trafic maritime, trafics aériens (international et domestique), hydrocarbures.

Source: STSEE – statistiques diverses – 2023

4.18 Agriculture

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Graph'Agri 2022 – départements d'outre-mer](#)

La publication présente, au travers d'une succession de thèmes (utilisation du territoire, exploitations, emploi, résultats économiques, entreprises, commerce extérieur), une synthèse des dernières informations disponibles.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : Agreste – Janvier 2023

[Enquête Aquaculture 2021](#)

Réalisée en 2022, l'enquête Aquaculture 2021 mesure le volume et la valeur de la production aquacole en France pour l'exercice comptable 2021. Elle évalue également l'emploi concerné par ces activités. Elle intègre pour la première fois dans son champ les départements d'outre-mer.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion

Source : Agreste, Chiffres et données n°2023-8 – Avril 2023

[Mémento de la statistique agricole, édition 2022](#)

Tableaux, cartes et graphiques présentent les chiffres essentiels sur l'agriculture, la forêt, la pêche et les industries agroalimentaires en France et dans les DOM.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : Agreste, Memento – Juin 2023

[Les visages de l'agriculture dans les départements d'outre-mer – recensement agricole 2020](#)

La diversité des territoires d'outre-mer est telle qu'il y a autant d'agricultures que de départements ultramarins. Le contexte géographique, climatique, humain et historique de chacun en a façonné l'agriculture d'aujourd'hui. En 2020, 26 600 exploitations agricoles sont recensées. Les structures de ces exploitations et leurs dynamiques sont très différentes d'un territoire à l'autre.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : Agreste, Primeurs n°2022-4 – Février 2022

[Recensement agricole 2020 : cartes sous géoclip](#)

Cartes et tableaux à façon, au niveau national, régional, départemental et communal pour plusieurs indicateurs, pour l'année 2020 et en évolution 2010-2020.

Source : Agreste – 2022

[Recensement agricole 2020 : 42 exploitations à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin](#)

Les îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy ont été enquêtées dans le cadre du recensement agricole au même titre que les départements d'outre-mer. En 2020, 42 exploitations sont recensées pour une surface agricole totale de 228 hectares. Le nombre d'exploitations diminue à Saint-Martin et augmente à Saint-Barthélemy sur des surfaces en régression pour les deux territoires. Les structures des exploitations agricoles et leurs dynamiques sont très différentes d'un territoire à l'autre.

Territoires : Saint-Barthélemy, Saint-Martin

Source : Agreste Guadeloupe, Études n°2022-5 – Août 2022

Guadeloupe

[Recensement agricole 2020 : résultats définitifs](#)

Toutes les études du dernier recensement agricole en Guadeloupe.

Source : Agreste Guadeloupe – 2023

[Recensement agricole 2020 : 7 200 exploitations agricoles en Guadeloupe](#)

La Guadeloupe compte 7 200 exploitations agricoles, soit 7 % de moins que lors du précédent recensement de 2010. La tendance à la baisse du nombre d'exploitations se poursuit mais s'est nettement infléchie. Les exploitations ont une surface moyenne en progression et valorisent une surface agricole totale qui s'est stabilisée.

Source : Agreste Guadeloupe, Études – Décembre 2021

[Recensement agricole 2020 – Un exploitant agricole sur deux à plus de 55 ans](#)

En 2020, 7 331 chefs et coexploitants sont à la tête des exploitations agricoles de Guadeloupe. Ils sont moins nombreux et plus âgés qu'en 2010. Plus de la moitié des exploitations sont dirigées par au moins un exploitant de 55 ans ou plus. C'est un peu plus fréquent pour les exploitations spécialisées en élevage. Près d'un tiers des exploitations sont dirigées par au moins un exploitant de plus de 60 ans. Dans ces dernières, une moitié des agriculteurs ne prévoit pas d'arrêter son activité prochainement et un tiers envisage une reprise, le plus souvent dans un cadre familial. Les chefs d'exploitation installés après 2010 sont plus jeunes et ont un niveau de formation plus élevé.

Source : Agreste Guadeloupe, Études – Juillet 2022

[RICA 2020 : résultats économiques des exploitations agricoles de la Guadeloupe en 2020](#)

Les exploitations prises en compte dans le champ RICA représentent en Guadeloupe 1 863 exploitations, soit 24 % de l'ensemble des exploitations agricoles recensées. En 2020, le revenu annuel moyen observé est de 20 970 € pour les exploitations spécialisées en canne à sucre et de 43 520 € pour les exploitations spécialisées en banane.

Source : Agreste Guadeloupe – Mai 2022

Martinique

[Recensement agricole 2020 : 2 680 exploitations agricoles à la Martinique](#)

En 2020, la Martinique compte 2 679 exploitations agricoles, soit 19 % de moins qu'en 2010 lors de leur dernier recensement. Les exploitations valorisent désormais en moyenne 8,2 ha (+9 %). Les moyennes exploitations sont les seules à voir leur effectif s'accroître. La baisse du nombre d'exploitations est plus marquée parmi les très petites exploitations (-27 %).

Source : Agreste Martinique, Études n°2023-1 – Janvier 2023

[Le renouvellement des générations, un enjeu majeur pour l'agriculture martiniquaise](#)

En 2020, 2 750 chefs et co-exploitants sont à la tête des exploitations agricoles de la Martinique. Ils sont moins nombreux et plus âgés qu'en 2010. Plus de la moitié des exploitations sont dirigées par au moins un exploitant de 55 ans ou plus, c'est un peu plus fréquent dans les exploitations spécialisées en élevage. 30 % des exploitations sont dirigées par au moins un exploitant qui a dépassé 60 ans.

Source : Agreste Martinique, Études n°2022-1 – Juin 2022

[Le volume de travail agricole des salariés permanents non familiaux diminue de 19 % en dix ans](#)

En 2020, d'après le recensement agricole, 6 570 personnes travaillent de façon permanente sur les exploitations agricoles en Martinique, soit 2 270 de moins qu'en 2010. En ajoutant la main-d'œuvre saisonnière ou occasionnelle, le volume total d'emploi mobilisé par les exploitants est de 5 740 équivalents temps plein (ETP), en baisse de 26 % en 10 ans. Parmi les effectifs permanents, l'emploi non familial diminue mais les salariés permanents non-familiaux assurent toujours la plus grande part du travail agricole. La majorité des chefs d'exploitations est plus souvent à temps partiel. Les exploitations spécialisées en cultures fruitières regroupent 56 % du volume de travail agricole total. Le recours à l'externalisation de travaux, qui concerne 23 % des exploitations, est d'autant plus fréquent que la taille économique de l'exploitation est importante.

Source : Agreste Martinique, Études n°2022-2 – Juillet 2022

Guyane

[Recensement agricole 2020 : en Guyane, 6 135 exploitations agricoles valorisent 36 400 hectares de superficie agricole utilisée](#)

En 2020, la Guyane compte 6 135 exploitations agricoles et 36 400 hectares de superficie agricole utilisée, soit en moyenne 5,9 hectares par exploitation. La main-d'œuvre employée en agriculture représente plus de 12 600 équivalents temps plein.

Source : Agreste Guyane, Études – Janvier 2022

La Réunion

[Recensement agricole 2020 : résultats définitifs](#)

Études, vidéos, chiffres clés par commune du dernier recensement agricole.

Source : Agreste La Réunion – 2023

[1 ETP pour 4 ha cultivés : l'agriculture réunionnaise est pourvoyeuse d'emplois](#)

En 2020, 11 560 personnes travaillent de façon permanente dans les exploitations agricoles réunionnaises, soit 4 420 de moins qu'en 2010 (-28 %). En ajoutant la main-d'œuvre saisonnière ou occasionnelle, le volume total d'emploi mobilisé par les exploitations est de 10 220 équivalent temps plein (ETP), en baisse de 12 % en 10 ans.

Source : Agreste La Réunion, Études n°116 – Juin 2022

[Un quart du potentiel agricole est à transmettre dans les prochaines années](#)

En 2020, les 6 595 chefs d'exploitations et co-exploitants sont moins nombreux et ils sont en moyenne plus âgés qu'en 2010. Une exploitation sur cinq est actuellement dirigée par un exploitant qui a plus de 60 ans. Plus de 40 % de ces agriculteurs n'envisagent pas à court terme l'arrêt de leur activité et 10 % ne savent pas ce que va devenir leur exploitation dans les trois prochaines années.

Source : Agreste La Réunion, Études n°115 – Juin 2022

[En 2021, une baisse des performances économiques des exploitations réunionnaises](#)

En 2021, le revenu des exploitations agricoles réunionnaises apparaît en recul de 21,4 % par rapport à l'année précédente. La crise sanitaire persistante et de fortes pluies expliquent en partie ces résultats.

Source : Agreste La Réunion, Études Rica n°4 – Juin 2023

[Memento agricole 2022](#)

Chiffres clés 2021 de l'agriculture dans la région.

Source : Agreste La Réunion, Mémento – Novembre 2022

Mayotte

[Recensement agricole 2020 : résultats définitifs](#)

Études et fiches territoriales du premier recensement agricole mis en œuvre à Mayotte sur la base de critères communs à l'ensemble des départements français, notamment par la définition de ce qu'est une « exploitation agricole » ; celle-ci commercialisant nécessairement tout ou partie de sa production, quelles qu'en soient les modalités.

Source : Agreste Mayotte – 2023

[Recensement agricole 2020 : les premiers résultats](#)

En 2020, Mayotte compte 4 300 exploitations qui valorisent 6 000 hectares. Ce sont à 80 % des micro-exploitations, elles produisent en majorité des fruits et disposent en moyenne d'une surface d'1,4 ha.

Source : Agreste Mayotte, Études n°1 – Décembre 2021

[Recensement agricole 2020 : Un recours important au salariat permanent non familial](#)

En 2020, 9 072 personnes travaillent de façon permanente dans les exploitations mahoraises. Le volume total de travail agricole mobilisé par ces exploitations est estimé à 6 255 équivalents temps plein (ETP) et génère essentiellement des emplois permanents, qui en représentent 89 %. L'omniprésence de la famille dans cette catégorie de main-d'œuvre est remarquable : ce sont 61 % des forces de travail qui relèvent de la sphère familiale avec une part de 46 % qui provient des chefs et coexploitants et 15 % des autres actifs permanents familiaux. Le recours au salariat extérieur est très important avec 39 % des ETP et représente plus du double de la part de travail effectuée par les autres actifs permanents familiaux.

Source : Agreste Mayotte, Études n°4 – Mars 2022

[Mémento 2022](#)

Données sur les exploitations agricoles, les productions végétales et animales, les importations agricoles et alimentaires, les évolutions des prix des produits locaux, la formation agricole, etc. à Mayotte.

Source : Agreste Mayotte, Mémento – Juin 2023

4.19 Finances publiques locales

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Les finances des groupements de communes à fiscalité propre en 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – Mars 2023

[Rapport 2023 de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : SSM de la DGCL – Juillet 2023

[Les collectivités locales en chiffres 2023](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – Juillet 2023

[Les finances des communes en 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – Février 2023

[Guide statistique de la fiscalité directe locale 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – Octobre 2022

Mayotte

[10 ans de départementalisation de Mayotte : Collectivités](#)

65 ans après la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et La Réunion, Mayotte est devenue en 2011 un département français. Dix ans plus tard, les services de l'État continuent à accompagner le processus de départementalisation à travers, notamment, l'application de la fiscalité de droit commun, le financement des projets locaux et la mise en œuvre des opérations d'équipement.

Source : Cerom – Septembre 2022

4.20 Commerce extérieur

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Le chiffre du commerce extérieur](#)

Données régionales.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : DSECE-Direction générale des Douanes et droits indirects – 2023

[Les statistiques du commerce extérieur des DROM](#)

Données régionales, 2019 à 2022, trimestrielles en concept national, annuelles en concept spécifique DROM.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : DSECE-Direction générale des Douanes et droits indirects – 2023

Mayotte

[Bilan des importations de produits agricoles à Mayotte de 2014 à 2021](#)

Depuis 2018, on observe une tendance à la hausse de l'importation globale des produits agricoles et alimentaires dans le département. Elle reste cependant très variable selon les produits importés. Ce phénomène est particulièrement marqué depuis la sortie de la crise sanitaire liée à la Covid-19, où les importations mahoraises de produits agricoles ont connu des évolutions très contrastées.

Source : Agreste Mayotte Études n°3 – Novembre 2022

Polynésie française

[Bilan Commerce extérieur en 2021](#)

Bien qu'entre 2020 et 2021, la valeur des importations civiles augmente de 13 % et celle des exportations locales de 66 %, le déficit de la balance commerciale réelle progresse de 11 % en 2021. L'épidémie de COVID-19 en Polynésie française a pénalisé les importations et les exportations en 2020 et 2021. En fin d'année 2021, une reprise économique est amorcée.

Source : ISPF, Points Etudes et Bilans n°1357 – Décembre 2022

[Les exportations de produits de la mer en 2021](#)

En 2021, profitant de l'allègement des contraintes de transport liées à la Covid-19, les exportations de produits de la pêche, hors coquilles, doublent sur un an à 1 786 millions de F.CFP et retrouvent leur niveau d'avant-crise. Les exportations de produits de la

pêche représentent 19 % des recettes des exportations locales en biens, soit 4 points de plus qu'en 2020 et 1 point de plus qu'en 2019

Source : ISPF, Points Études et Bilan n°1311 – Mai 2022

Nouvelle-Calédonie

[Les données du commerce extérieur : tableaux et séries statistiques](#)

Importations, exportations, balance commerciale, recettes douanières, principaux partenaires commerciaux...

Source : Isee – 2023

Wallis-et-Futuna

[Importations 2022](#)

Source : STSEE – Service des Douanes de Wallis-et-Futuna – Mars 2023

4.21 Comptabilité économique régionale, économie générale

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Tableaux de bord régionaux de conjoncture](#)

Quatorze indicateurs clés régionaux (cinq pour Mayotte), publiés trimestriellement, pour chaque région française.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres clés – 2023

[Tableau de bord économique](#)

Trimestriel – principaux indicateurs macroéconomiques, la consommation, l'investissement, l'analyse sectorielle, l'analyse financière et la vulnérabilité des acteurs économiques.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française

Source : Cerom – 2023

[Conjoncture 2022 et perspectives 2023 en Outre-mer : entre résilience et incertitudes](#)

Le climat des affaires traduit une bonne reprise de l'activité en 2022 et une confiance des chefs d'entreprise teintée de prudence pour 2023, à l'épreuve des incertitudes économiques et géopolitiques internationales.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française

Source : IEDOM-IEOM – Mai 2023

Guadeloupe

[2022 : une reprise d'activité entravée par les tensions inflationnistes](#)

En 2022, avec l'allègement des restrictions sanitaires, l'activité économique guadeloupéenne se redresse. Toutefois, le renforcement des tensions inflationnistes entrave la reprise. La consommation des ménages repart à la hausse grâce aux mesures gouvernementales en faveur du pouvoir d'achat et aux augmentations salariales. Les entreprises guadeloupéennes continuent d'investir cette année malgré un climat national et international d'incertitude économique.

Source : Insee Conjoncture Guadeloupe n°24 – Juin 2023

[Comptes économiques rapides de la Guadeloupe en 2021](#)

En 2021, la croissance économique de la Guadeloupe s'établit à +1,9 % en volume (+6,8 % pour la France entière), un rebond faible au regard de la forte chute (-5,1 %) liée à la crise sanitaire de 2020 (-7,8 % pour la France entière). La dynamique de relance n'atteint pas le niveau escompté.

Source : Cerom – Septembre 2022

[Comptes économiques définitifs de Guadeloupe](#)

Séries des principaux indicateurs macro-économiques de 1996 à 2021.

Source : Insee, Chiffres détaillés – Février 2023

Martinique

[Bonne orientation de l'économie martiniquaise en 2022](#)

En 2022, le marché du travail s'améliore avec une baisse du nombre de demandeurs d'emploi et une hausse de l'emploi salarié du secteur tertiaire marchand (hors intérim). Les créations d'entreprises sont également en hausse. La situation financière des ménages et des entreprises est satisfaisante. Les secteurs portuaire et aérien redécollent portés en partie par la progression du flux de touristes de séjour.

Source : Insee Conjoncture Martinique n°24 – Juin 2023

[Comptes économiques rapides de la Martinique en 2021](#)

En 2021, la croissance économique de la Martinique s'établit à +2,6 % en volume (+6,8 % pour la France entière), après un recul de -3,7 % en 2020 entraîné par la crise sanitaire (-7,8 % pour la France entière). Ce rebond ne permet pas à l'économie de retrouver le niveau de 2019 (écart de -1,2 % en volume).

Source : Cerom – Septembre 2022

[Comptes économiques définitifs de Martinique](#)

Séries des principaux indicateurs macro-économiques de 1996 à 2021.

Source : Insee, Chiffres détaillés – Février 2023

Guyane

[En 2022, l'activité économique reste bien orientée avec un marché du travail dynamique et de nombreuses créations d'entreprises](#)

En 2022, malgré un contexte international incertain, une inflation élevée et une augmentation des taux d'intérêt, l'économie guyanaise continue de se développer. La population dépasse les 300 000 habitants et augmente d'environ 5 000 personnes chaque année. Cette croissance démographique, défi pour l'aménagement du territoire, engendre une croissance économique, avec des créations d'entreprises au plus haut, une augmentation de l'emploi salarié et une baisse du taux de chômage.

Source : Insee Conjoncture Guyane n°24 – Juin 2023

[Comptes économiques rapides de la Guyane en 2021](#)

En 2021, la croissance économique de la Guyane s'établit à + 3,5 % en volume (+6,8 % pour la France entière), un rebond qui permet tout juste à l'économie de retrouver son niveau de 2019 suite à la baisse (-3,4 %) liée à la crise sanitaire de 2020 (-7,8 % pour la France entière). La consommation des ménages et l'investissement sont moteurs de la reprise économique, contribuant respectivement pour +3,0 et +2,7 points à la croissance.

Source : Cerom – Septembre 2022

[Comptes économiques définitifs de Guyane](#)

Séries des principaux indicateurs macro-économiques de 1996 à 2021.

Source : Insee, Chiffres détaillés – Février 2023

[L'impact de l'activité spatiale dans l'économie guyanaise en 2019](#)

En 2019, la place du spatial dans l'économie guyanaise reste importante en contribuant à 12,6 % de la valeur ajoutée produite sur le territoire. Cette création de richesse provient des 43 entreprises du Centre Spatial Guyanais (CSG) (8 %), des sous-traitants non spécialistes du spatial (1,9 %) et de la consommation des ménages induite par cette activité (2,7 %). Ce secteur reste un important pourvoyeur d'emplois, avec 8,1 % des effectifs salariés liés à la présence du CSG soit un sixième des emplois salariés privés.

Source : Insee Dossier Guyane n°11 – Décembre 2022

La Réunion

[En 2022, malgré une forte inflation, l'économie réunionnaise résiste](#)

Bilan économique de l'année 2022, marquée par une inflation particulièrement soutenue et une sortie progressive de la crise sanitaire.

Source : Insee Conjoncture Réunion n°27 – Juillet 2023

[Comptes économiques rapides de La Réunion en 2022](#)

L'année 2022 s'inscrit dans un contexte marqué par une inflation particulièrement soutenue. Cette année est aussi celle d'une sortie progressive de la crise sanitaire, même si des contraintes continuaient encore de peser au premier trimestre. L'économie réunionnaise montre des signes de résistances dans ce contexte pourtant difficile. En 2022, le produit intérieur brut (PIB) augmente de 2,7 %, soit un rythme proche de celui d'avant-crise sanitaire. Cette croissance est portée à parts égales par la consommation des ménages, celle des administrations publiques et les dépenses touristiques.

Source : Cerom – Juillet 2023

[Comptes économiques définitifs de La Réunion](#)

Indicateurs macro-économiques de 1996 à 2021 : ressources et emplois de biens et de services, activité des branches, comptes des secteurs institutionnels.

Source : Insee, Chiffres détaillés – Mars 2023

Mayotte

[Le PIB augmente malgré la crise sanitaire](#)

En 2020, à Mayotte, malgré la crise sanitaire, le produit intérieur brut (PIB) augmente de 4,1 % en valeur. La consommation des administrations publiques reste en effet soutenue. De plus, avec la forte réduction des importations et des exportations, le déficit du commerce extérieur plus faible grève moins que d'habitude la croissance économique.

Source : Insee Flash Mayotte n°147 – Décembre 2022

[Comptes économiques de Mayotte](#)

Principaux indicateurs macro-économiques de 1996 à 2020.

Source : Insee, Chiffres détaillés – Mars 2023

Saint-Martin

[Produit intérieur brut de Saint-Martin entre 2014 et 2021](#)

Entre 2014 et 2021, le développement économique de Saint-Martin est entravé par deux phénomènes majeurs : le passage de l'ouragan Irma fin 2017 et la crise sanitaire liée à la Covid-19 à partir de 2020. Après un recul significatif de 8,0 % en moyenne en 2017 et 2018, la croissance rebondit de 6,5 % en 2019. Le coup de frein économique entraîné par la crise sanitaire, avec une récession de 12,5 % en 2020, continue de creuser l'écart avec le niveau de 2016. En 2021, la croissance rebondit timidement (+4,9 %) et le PIB reste inférieur de 17,2 % en euros constants à celui de 2016. L'encours de crédits à la consommation des ménages suit une dynamique positive depuis 2016 alors que la population diminue suite à l'ouragan et perd 1,7 % par an entre 2014 et 2019.

Source : Cerom – Juin 2023

Saint-Pierre-et-Miquelon

[L'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2022](#)

En 2022, l'activité économique est affectée par une série de tensions à l'échelle internationale. Trouvant d'abord son origine dans la reprise de l'activité mondiale après la crise sanitaire puis la guerre russe en Ukraine, l'inflation accélère nettement et se généralise.

Source : IEDOM, Publications économiques et financières n°749 – Avril 2023

Polynésie française

[Les comptes économiques rapides de la Polynésie française en 2022](#)

En 2022, la croissance se redresse vigoureusement en Polynésie française. La progression du produit intérieur brut (PIB) en volume est de 4,5 %, après un rebond réévalué à 2,1 % en 2021. La forte hausse des exportations de biens et de services constitue le principal moteur de cette croissance, après le fort ralentissement lié à la pandémie ces deux dernières années. La consommation des ménages résiste, en volume, malgré de fortes tensions inflationnistes jamais observées depuis plusieurs décennies.

Source : Cerom – Juillet 2023

[Les comptes économiques définitifs en 2019](#)

Le produit intérieur brut (PIB) à prix courants s'établit à 642 milliards de F.CFP en 2019 et progresse de 22 milliards par rapport à 2018, soit une hausse de 3,5 % de la richesse créée en Polynésie française. Après correction des effets-prix, le PIB à prix constants croît de 2,7 %. La dynamique de croissance reste principalement portée par la demande des ménages et par l'investissement. La croissance du PIB réel par habitant s'accélère en 2019 (+ 2,3 %), pour atteindre 2,08 millions de F.CFP aux prix de 2005.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1364 – Mars 2023

Nouvelle-Calédonie

[Comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2021](#)

En 2021 le produit intérieur brut se contracte de 2,1 % à prix constants, témoignant d'un nouveau repli du niveau d'activité (après une baisse de 2,6 % en 2020). Ainsi, 2021 n'a pas été l'année du retour à la croissance pour la Nouvelle-Calédonie, contrairement à la France métropolitaine et aux autres géographies d'outre-mer

Source : Cerom – Novembre 2022

[L'économie calédonienne forte des retombées du nickel](#)

Les commandes adressées par les opérateurs du nickel génèrent en cascade une production locale diversifiée dont la valeur ajoutée, alors qualifiée d'« indirecte » représente 66 milliards de F.CFP. Celle-ci est supérieure à la valeur ajoutée dégagée directement par la branche nickel (de l'ordre de 43 milliards de F.CFP). Si l'on ajoute les effets induits par la consommation des ménages dont l'activité est directement ou indirectement en lien avec le secteur, la richesse globalement générée par le nickel en Nouvelle-Calédonie s'élève à 137 milliards de F.CFP, soit 20 % de la richesse marchande créée en 2019.

Source : Isee – Synthèse n°56 – Janvier 2022

